

LE SOMMET DU GEFC S'OUVRE AUJOURD'HUI AU CIC

L'Algérie capitale du gaz

C'est aujourd'hui que s'ouvre à Alger le 7^e Sommet du Forum des chefs d'Etat et de Gouvernement (GECF). Abrisé par le Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), ce Sommet, qui se tiendra du 29 février au 2 mars prochain, représente un moment charnière pour les pays membres du GECF et la communauté énergétique mondiale. P 3



DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE
DE LA FINANCE ISLAMIQUE EN
ALGÉRIE

**Les efforts du
Président Tebboune
salués**



Les participants à la 6^e édition de la Conférence internationale sur la finance islamique, dont les travaux se sont clôturés, mardi, ont salué les efforts du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à appuyer l'industrie de la finance islamique en Algérie.

P 2

LUTTE CONTRE LES FEUX
DE FORÊTS 2024

**Le gouvernement trace
sa feuille de route**

La Commission nationale de protection des forêts (CNPF) pour l'année 2024 a été installée mardi à Alger dans le cadre de la préparation préventive contre les incendies. La cérémonie d'installation a été co-présidée par les ministres de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

P 4

CONTRIBUTION

**La nouvelle donne
gazière mondiale
et l'Algérie**

Deux crises, l'une sanitaire, le Covid-19 et l'autre géopolitique, le conflit Russie-Ukraine, ont sérieusement bousculé le monde de l'énergie. Si la première a mis le pétrole en exergue, le gaz naturel a été la vedette de la seconde. L'année 2022 aura été l'année la plus perturbante de l'histoire du marché gazier international.

P 5

**Par Sadek BOUSSENA,
ancien ministre de l'énergie**

EXPORTATION DU GNL
VERS L'EUROPE EN 2023

**En hausse
de plus de 25%** P 3

INTERNET FIXE ET MOBILE EN ALGÉRIE

**Les vitesses
de connexion en
«forte progression»** P 16

GROUPE INDUSTRIEL DES CEMENTS
D'ALGÉRIE

**24 milliards DA
de chiffre d'affaires
en 2023** P 16

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR- CREA

Signature d'un
accord de
partenariat

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) ont signé, mardi à Alger, un accord en vue de renforcer le partenariat entre les universités, les centres de recherche et les entreprises économiques. Cet accord a été signé par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et le président du CREA, Kamel Moula. A cette occasion, M. Baddari a indiqué que la signature de cet accord était à même "d'ouvrir la voie au partenariat entre le secteur de l'Enseignement supérieur et les entreprises économiques représentées par le CREA", mettant en avant le rôle de l'Université dans la formation des ressources humaines qui constituent, selon le ministre, le capital des entreprises dans la réalisation des objectifs de développement national. "Cet accord est axé sur la mise de tous les moyens de recherche à la disposition du CREA, afin de parvenir à l'innovation au mieux de l'intérêt de l'économie nationale et pouvant répondre aux exigences de la société", a soutenu le ministre. M. Baddari a, en outre, souligné que cet accord favorisait la réalisation de "la transition technologique permettant d'exploiter les innovations des chercheurs et d'ouvrir la voie aux jeunes, en particulier les étudiants". M. Moula a, de son côté, mis l'accent sur l'importance de cet accord dans le rapprochement entre le monde du travail et l'Université, insistant sur l'impératif pour les entreprises économiques nationales de s'adapter à la dynamique technologique que connaît le monde, et ce à travers l'exploitation de la recherche scientifique, une des principales missions de l'Université.

DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE LA FINANCE ISLAMIQUE EN ALGÉRIE

Les efforts du Président de la République salués

Les participants à la 6e édition de la Conférence internationale sur la finance islamique, dont les travaux se sont clôturés, mardi, ont salué les efforts du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à appuyer l'industrie de la finance islamique en Algérie.

Synthèse Slimane R

Le communiqué final de la conférence a valorisé les efforts du Président de la République, visant à peaufiner les textes juridiques et réglementaires régissant le marché des capitaux islamiques, à même d'asseoir un système financier et monétaire solide et de contribuer à construire une économie forte.

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait affirmé, dimanche, en procédant à l'inauguration de Djamaâ El-Djazair à Alger, ce pôle du juste milieu qui témoigne du rôle civilisationnel de premier plan avec lequel l'Algérie a renoué dans le monde islamique, "l'importance de la formation dans les domaines de la finance islamique, de l'économie et du droit", appelant à enrichir la bibliothèque d'ouvrages de référence dans différentes spécialités scientifiques. Dans ce contexte, les conférenciers ont appelé à la nécessité d'accompagner les efforts du Président de la République en la matière, à travers la mise en place d'une stratégie du marché des capitaux islamiques, en collaboration avec les instances charaïque et de contrôle, et les experts, pour asseoir les bases d'un système législatif, avec une réglementation, des plans exécutifs et des programmes de formation



et de sensibilisation, en vue de créer un marché des capitaux islamiques qui propose des produits et des prestations allant «conformité à la Charia et critères techniques».

Pour tracer une stratégie globale, les conférenciers ont préconisé de faire un état des lieux complet des défis juridiques et réglementaires liés à l'industrie financière islamique et au marché des capitaux islamiques, soulignant l'importance d'identifier les priorités pour la création de nouveaux systèmes et l'ajus-

tement de systèmes en vigueur afin d'organiser et de réguler les instruments du marché des capitaux islamiques. Ils ont également appelé à la réalisation d'une étude approfondie du marché algérien et à l'intensification des programmes de coopération et de partenariat international, notamment avec les pays leaders en la matière, à l'instar de la Malaisie.

Le communiqué final de la conférence, organisée annuellement par le Laboratoire des études sur la finance islamique et le développement durable du Centre universitaire de Tipasa, en coordination avec le Haut conseil islamique (HCI), englobe plusieurs recommandations relatives à la formation et au renforcement du système juridique et législatif avec des mesures et des mécanismes «plus flexibles». Cette rencontre de deux jours a été marquée par des interventions d'universitaires, de chercheurs, de juristes, de savants et de professionnels du secteur financier sur le thème «Le marché des capitaux islamiques en Algérie: défis actuels et exigences charaïques et réglementaires». Dans des déclarations à l'APS, des experts étrangers participant aux travaux de cette Conférence avaient affirmé que l'expérience de l'Algérie, menée depuis quatre (4) ans, dans le domaine de la finance islamique, est digne d'intérêt, d'autant plus qu'elle dispose d'un marché prometteur.

EDUCATION NATIONALE

Assurer un environnement propice à l'innovation et au développement de l'entrepreneuriat»

Le ministre de l'Education nationale, M. Abdelhakim Belaabed a affirmé, hier à Alger, que le secteur « tend à assurer aux étudiants et aux enseignants chercheurs un environnement propice à l'innovation et au développement de l'entrepreneuriat dans le domaine pédagogique, pour leur permettre de concrétiser leurs idées et contribuer au développement socio-économique ». Le ministre a précisé à l'ouverture d'une journée d'études intitulée « Intégrer l'école algérienne dans le système d'innovation, de l'entrepreneuriat et des start-up », organisée à l'Institut na-

tional de recherche en éducation (INRE), que « le gouvernement algérien et les entreprises publiques, à leur tête l'INRE œuvrent à assurer un environnement propice à l'innovation et au développement de l'entrepreneuriat dans le domaine pédagogique, ce qui offrira aux élèves et aux enseignants chercheurs des opportunités uniques pour concrétiser leurs idées et contribuer au développement socio-économique ».

A cette occasion, le ministre a mis l'accent sur le rôle de l'école, en tant que « milieu fertile » à l'innovation, pour encourager les élèves à l'acquisition

de compétences et de connaissances, en adhérant aux clubs scientifiques, à la robotique et à l'intelligence artificielle dans les établissements d'enseignement.

Il a, également, rappelé les initiatives lancées pour le développement de la culture entrepreneuriale chez les élèves du cycle moyen, notamment le projet « Petit entrepreneur » en 2021, en collaboration avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), et l'initiative pionnière « Tarbya-up Challenge » de l'Institut national de recherche en éducation (INRE) en 2023, première

compétition des startup dédiée à l'éducation en Algérie, qui vise à encourager l'innovation dans plusieurs domaines éducatifs (ingénierie, pédagogie innovante, création des contenus pédagogiques innovants, outils éducatifs numériques et gestion du système éducatif).

M. Belaabed a appelé les participants à cette Journée d'étude à élaborer « une feuille de route » pour contribuer à enrichir la réflexion sur l'intégration de l'école dans la perspective de l'innovation, de l'entrepreneuriat et des startup.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE SOMMET DU GEFC S’OUVRE AUJOURD’HUI AU CIC

L’Algérie capitale du gaz

C’est aujourd’hui que s’ouvre à Alger le 7e Sommet du Forum des chefs d’Etat et de Gouvernement (GEFC). Abrité par le Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger), ce Sommet, qui se tiendra du 29 février au 2 mars prochain, représente un moment charnière pour les pays membres du GEFC et la communauté énergétique mondiale.

Par Réda Hadi

Au-delà des festivités qui sont prévues, ce sera l’occasion pour discuter sur des actions communes afin de stabiliser le marché gazier. En effet, les pouvoirs publics ont mobilisé d’importants moyens logistiques et organisationnels pour la réussite du 7ème sommet du GEFC (29 février au 2 mars), affirmant la détermination de l’Algérie à réunir toutes les conditions de succès de ce rendez-vous énergétique mondial d’envergure. Depuis la désignation de l’Algérie en tant que pays hôte de cet événement, les autorités publiques s’étaient mobilisées en vue de mettre en place tous les moyens et les conditions nécessaires à la réussite de ce sommet, sous la supervision directe du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui a présidé des réunions consacrées aux préparatifs et donné des orientations pour assurer le succès de ce 7ème sommet, qui intervient dans un contexte mondial particulier. Dans un message de bienvenue, publié sur le site électronique dédié au 7e Sommet, le président de la République avait souligné que «l’Algérie est déterminée à réunir toutes les conditions de succès de ce rendez-vous», tout en réaffirmant «l’importance de la coopération et de la solidarité dans le cadre de ce Forum». Pour le président de la République, «la session d’Alger se tient dans un contexte où le gaz naturel est de plus en plus sollicité en tant que source d’énergie cruciale pour le développement socioéconomique, étant l’une des

principales sources d’énergie alternatives, propres et respectueuses de l’environnement». Certains spécialistes soulignent par ailleurs, que la souveraineté des Etats sur leurs richesses naturelles sera au cœur des débats et pourrait dominer les concertations de ce sommet. Ainsi donc, pour beaucoup cette réunion permettra de mettre l’accent sur le rôle important du gaz à l’avenir, étant une matière indispensable que l’on ne saurait remplacer par les énergies renouvelables (ENR). L’importance du gaz est au même niveau que celle du pétrole dans le monde, car cette matière est indispensable et ne saurait être remplacée par les ENR. Et ce d’autant plus que la transition énergétique est surévaluée, eu égard à l’importance du gaz et de sa capacité considérable à produire de l’électricité par rapport aux ENR qui, elles, constituent des énergies intermittentes ne pouvant pas couvrir les besoins mondiaux. A ce sujet, des économistes soulignent que c’est là qu’intervient le rôle de l’Algérie pour mettre en exergue l’importance de cette matière notamment à travers le GEFC, outre sa démarche visant un consensus entre les Etats à même d’assurer l’organisation du marché du gaz et davantage de rentabilité aux pays producteurs et exportateurs de gaz. A ce sujet, l’expert russe en énergie, Igor Yushkov, n’exclue pas des actions communes des pays participants afin de stabiliser le marché gazier. La sécurité énergétique, a affirmé que «le 7e sommet du GEFC en Algérie servira de plateforme pour discuter des changements

en cours sur le marché mondial du gaz, notamment la question du climat et des actions des pays occidentaux qui poussent activement pour la décarbonation et le développement des sources d’énergie renouvelable». Dans ce contexte, l’expert russe a relevé les principaux points qui seront examinés lors du 7e sommet du GEFC, assurant que les parties prenantes de ce forum devraient aborder la question de la demande mondiale de gaz dans les années à venir en raison de l’accélération de la politique de décarbonation, notamment de l’Union européenne, prônée déjà depuis quelques années. Et en ce sens, le spécialiste en économie internationale, Dr Mohamed Achir a souligné que «les pays du GEFC doivent travailler ensemble, doivent constituer une force et vont justement défendre leurs intérêts. Car le gaz est aujourd’hui menacé de la taxe carbone ainsi que des menaces qui pèsent sur les produits à base de gaz». Et d’ajouter : «Les pays du GEFC n’ont pas de choix que de travailler ensemble et dans la cohésion pour défendre leur souveraineté et s’imposer en puissance mondiale afin de déjouer cette volonté de continuer la colonisation de manière indirecte avec de nouveaux instruments qu’on appelle la néo-colonisation ou le néo-impérialisme». Il faut préciser que le Forum des pays exportateurs du gaz est une organisation à caractère consultatif, mais que cela n’écartera pas la possibilité que les pays du GEFC puissent à discuter à Alger de la possibilité d’actions communes sur les marchés du gaz afin de les stabiliser.

EXPORTATION DU GNL VERS L’EUROPE EN 2023

En hausse de plus de 25%

La hausse des exportations algériennes de gaz naturel liquéfié (GNL) vers l’Europe en 2023, qui ont enregistré un bond en volumes de plus de 25%, ont permis de conforter de façon notable les parts de l’Algérie dans les importations européennes, indique un rapport de l’Association internationale de gaz naturel (Cedigaz). Durant l’année écoulée, «la hausse des exportations de l’Algérie (en GNL), dont les volumes ont crû de 25,6%, ont notamment permis de consolider leur part dans les importations européennes de GNL à 10% contre 8% enregistré en 2022, compensant la baisse des exportations du Nigeria, dont la part a diminué de 7% à 5%», détaille le rapport sur le commerce mondial de GNL. «La majeure partie de l’offre supplémentaire de l’Algérie en 2023 s’est dirigée vers la région européenne: 2,1 millions de tonnes sur un

ensemble de 2,6 millions de tonnes, portant le volume total des exportations (de GNL) du pays vers l’Europe à 11,6 millions de tonnes», a noté cette organisation spécialisée dans les données relatives à l’industrie gazière mondiale. Cette évolution des exportations s’explique par «la production croissante de gaz de l’Algérie, qui a atteint l’année dernière 136 milliards M3 contre 132,7 milliards M3 en 2022», ajoute Cedigaz, indiquant que l’Algérie est devenue en 2023 «le premier pays africain exportateur de GNL avec un volume global exporté de 12,9 millions de tonnes (mt)». En 2023, l’Afrique a connu une dynamique de diversification en matière d’exportations de GNL pour chaque pays producteur, a relevé le rapport, qui souligne que la croissance des exportations du Mozambique et de l’Algérie ont contribué ensemble à une offre

supplémentaire de 5,1 millions de tonnes. Par ailleurs, la demande mondiale de GNL a atteint un nouveau record en 2023, totalisant 395,2 mt, soit une hausse de 2%, ou l’équivalent d’un volume supplémentaire de 7,3 mt comparativement à 2022, note la même source, qui relève que le continent asiatique s’est taillé, l’année écoulée, une part de 65% de la demande mondiale, un taux en légère hausse, contre une quasi stabilité de celle de l’Europe à 30%. En outre, ajoute le document, les Etats-Unis sont devenus le leader mondial des exportations de GNL, fournissant désormais plus de 20% des volumes mondiaux avec des exportations qui ont atteint 84,3 mt, suivis de l’Australie (78,9 mt) d’exportations, le Qatar (78,5 mt), la Russie (31,6 mt) et la Malaisie (26,4 mt), selon le rapport de Cedigaz.

MOHAMED ARKAB

«Le sommet d’Alger est celui des grands défis»

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé que le 7e Sommet des chefs d’Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GEFC), prévu en fin semaine à Alger, qualifié de "Sommet des grands défis", se penchera sur les dossiers de la coopération commune entre les principaux pays producteurs en vue de garantir la stabilité des marchés mondiaux du gaz et relever les défis relatifs à la demande sur cette ressource énergétique propre pour la prochaine période. Dans un entretien accordé à l’Agence de presse qatarie (QNA) M. Arkab a indiqué que "la coopération commune entre les pays producteurs sera parmi les principaux dossiers inscrits à l’ordre du jour du sommet", précisant que "les discussions porteront sur l’examen des mécanismes de cette coopération afin de garantir la sécurité énergétique mondiale tout en soulignant l’importance de sécuriser l’offre et la demande et de servir l’intérêt commun à travers des contrats commerciaux à long terme, en sus de renforcer l’effort commun en matière d’investissement et de financement des projets à l’avenir". Prévu du 29 février au 2 mars, le sommet d’Alger examinera les moyens devant permettre aux pays producteurs de s’adapter à la mutation mondiale vers des ressources énergétiques durables, en soulignant le rôle positif du gaz naturel dans la transition énergétique, a affirmé le ministre. Il s’agit, aussi, de "la nécessité de prémunir les marchés mondiaux du gaz contre toute intervention ou cadre réglementaire qui pourrait favoriser l’intérêt d’une partie au détriment de l’autre, ce qui pourrait nuire à moyen et à long termes à la stabilité, à l’équilibre et à la sécurité des marchés". Pour M. Arkab, il sera question lors de ce sommet, "de rapprocher les vues des pays membres concernant les défis et les multiples opportunités auxquels est confrontée l’industrie gazière, notamment la gestion de l’offre et de la demande". Ce sommet est celui "des grands défis" compte tenu des circonstances et des changements importants aux niveaux régional et international. Outre les changements et les crises en Europe et au Moyen-Orient, M. Arkab a cité les défis internationaux comme les répercussions de la crise sanitaire Covid-19 et l’adaptation aux objectifs de l’Accord de Paris sur le climat, dans le contexte d’une montée de la pression pour accélérer le dialogue autour des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l’utilisation de l’énergie fossile. Le ministre a également mis en avant l’importance croissante du gaz naturel dans le mix énergétique mondial d’où la nécessité de tenir des débats exhaustifs et de soutenir la coopération entre les pays exportateurs de gaz pour concourir au succès de la transition énergétique. La tenue du sommet à Alger "est un événement stratégique extrêmement important dans le domaine de l’énergie, en ce sens que l’Algérie s’emploiera à renforcer le partenariat entre pays, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, et partant promouvoir la place et le rôle qu’elle aura à jouer dans le cadre des solutions durables pour l’énergie future".

Synthèse R E.

ENERGIES
RENOUVELABLES

Vers le
lancement
d'un
programme
scientifique
au profit des
étudiants
universitaires

L'Organisation nationale des énergies renouvelables et du développement durable (ONERDD) envisage de lancer, prochainement, un programme scientifique sur les énergies renouvelables destiné aux étudiants universitaires du pays, a-t-on appris à Mascara du président de cette organisation, Benyakhou Kamel Bendoukha.

En marge de la cérémonie de clôture du 1er Salon national des énergies renouvelables, mardi soir, M. Bendoukha a souligné que ce programme sera lancé, au début du mois d'avril prochain, en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique et le Commissariat des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, signalant que ce programme cible, dans sa première partie, dix universités du pays.

Il a indiqué que ce programme, dont la période de mise en œuvre est fixée à trois ans, comporte des journées d'étude et de formation au niveau de ces universités sur les nouveautés liées aux énergies renouvelables, les moyens technologiques modernes, en plus d'organiser des expositions sur le même thème avec la participation d'étudiants porteurs d'idées de startups dans le domaine. A cette occasion, des laboratoires de recherche dans les spécialités liées au domaine des énergies renouvelables seront mis en place, ainsi que l'organisation de concours nationaux entre universités sur la meilleure innovation dans ce domaine.

Ce programme vise à accompagner les étudiants universitaires dans le domaine de l'approfondissement de la recherche scientifique sur les énergies renouvelables, ainsi qu'à encourager la création de startups, selon M. Bendoukha, qui a ajouté que la deuxième phase du même programme sera mise en œuvre au cours de la prochaine saison universitaire et concernera 15 universités du pays. Il a souligné, dans ce cadre, que son organisation veillera à généraliser ce programme au niveau du reste des universités du pays, au cours des prochaines saisons universitaires. A relever, par ailleurs, que le 1er Salon national des énergies renouvelables a attiré plus d'un millier d'étudiants de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, porteurs d'idées de projets innovants et des stagiaires des établissements de formation professionnelle de la wilaya. Lors de la cérémonie de clôture du Salon, les entreprises économiques publiques et privées ayant participé ont été honorées, en plus des étudiants de l'Université "Mustapha Stambouli" de Mascara, de plusieurs établissements de formation de la wilaya et d'instances publiques ayant concouru à sa réussite.

R. E.

LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊTS 2024

Le gouvernement trace sa feuille de route

La Commission nationale de protection des forêts (CNPF) pour l'année 2024 a été installée mardi à Alger dans le cadre de la préparation préventive contre les incendies. La cérémonie d'installation a été co-présidée par les ministres de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Chorfa, et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad.

Par Sirine R

Dans son allocution à l'occasion, M. Chorfa a indiqué que l'installation de la CNPF se voulait une mesure "exceptionnelle" qui consacre une nouvelle méthode de travail à même d'assurer une bonne préparation pour faire face aux feux de forêts. Il s'agit, en effet, de la première fois que cette commission soit installée avant plus de 3 mois du début de la saison de lutte contre les incendies, soulignant que l'intervention précoce est un facteur clé pour contrer les risque et éviter les pertes humaines et matérielles. Le ministre a, en outre, insisté sur l'adoption d'une approche proactive dans la prise de décisions tout en tirant les leçons des précédentes expériences, indiquant que l'installation de cette commission intervient suite à la promulgation de la loi relative aux forêts et aux richesses forestières en décembre 2023. Pour sa part, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé qu'il a été procédé à l'élaboration d'une feuille de route comprenant des

mesures proactives et préventives contre les feux de forêts durant la prochaine saison estivale. Il a précisé que l'Etat s'emploie à travers toutes ses institutions à « mobiliser tous les moyens matériels et humains afin d'éviter la répétition des catastrophes causées par les feux de forêts, et de sauvegarder les vies et les biens et ce dans le cadre d'une feuille de route élaborée en collaboration avec les différents secteurs ministériels, les services concernées, la société civile et la population locale ».

Selon M. Merad, cette feuille de route comprend « des mesures anticipatives et préventives conformes aux normes internationales visant à améliorer l'intervention préliminaire, améliorer la connaissance des risques des feux de forêts, renforcer la sensibilisation, l'éducation environnementale et former tous les intervenants selon une stratégie de communication appropriée ».

Il a rappelé que les walis de la République ont été invités, en début janvier, à « se mobiliser pour préparer la campagne nationale de prévention et de lutte contre les feux de forêts, en sus de l'élabo-

ration du plan de wilaya de prévention et de lutte contre les feux de forêts susceptibles de survenir au cours de la prochaine saison estivale ».

Ces mesures ont concerné « l'aménagement de bassins d'eau et de pistes d'atterrissage et de décollage pour les hélicoptères mobilisés pour l'extinction des feux, avec l'ouverture de sentiers forestiers et de pare-feu et la mobilisation de tous les moyens matériels et humains disponibles dans le cadre de la lutte contre les incendies de forêts », et ce de par « les exercices de simulation pour l'extinction des incendies de forêts, effectués en coordination avec les différents services compétents », a-t-il précisé.

Concernant la mobilisation des moyens d'intervention aériens, le ministre de l'Intérieur a souligné « qu'en plus du canadiar d'une capacité de 12 000 litres, acquis l'année dernière par le ministère de la Défense nationale, des mesures ont été engagées, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'acquisition de 6 avions canadiens avant la fin du 1 semestre 2024 et la location de 7 autres ».

PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

L'ANPDP entame sa première mission de contrôle au niveau des entreprises

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP), a entamé, mercredi, sa première mission de contrôle sur le terrain des personnes morales relevant du secteur privé, en vue de la constatation du traitement des données personnelles avant de procéder ultérieurement au contrôle des établissements publics et des personnes physiques, a indiqué un communiqué de l'ANPDP.

«L'ANPDP a entamé, mercredi, sa première mis-

sion de contrôle sur le terrain des personnes morales relevant du secteur privé, avant de procéder ultérieurement au contrôle des établissements publics et des personnes physiques, en vue de la constatation des différents processus de traitement adoptés par ces établissements», selon la même source.

«L'Autorité a entamé sa mission depuis les entreprises privées relevant du territoire de la wilaya d'Alger, en attendant la généralisation de cette opération à l'ensemble des wi-

layas du pays», note le communiqué.

Cette opération intervient en application des "dispositions de la loi 18-07 du 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, notamment l'article 49 permettant à l'ANPDP de procéder aux investigations requises par des constatations dans des locaux et lieux où a eu lieu le traitement des données à caractère personnel".

TIZI-OUZOU

Huit wilayas attendues au Salon national de la CTP jeudi

Des exposants représentant huit wilayas ont confirmé leur participation à la deuxième édition du "Salon national de la construction, du bâtiment, des travaux publics et de leurs industries", qui s'ouvrira demain jeudi à Tizi-Ouzou, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. "Cette nouvelle édition du Salon, sera marquée par la participation de 42 exposants, principalement des entreprises opérant dans le domaine du bâtiment et des travaux publics représentant huit wilayas", a indiqué à l'APS la gérante de la boîte "Vison Art", spécialisée dans l'organisation d'événements économiques, Flora Benhamou, initiatrice du Salon. Les opérateurs qui ont confirmé leur présence et loué de stands au niveau du site d'exposition sis à Taâwint Oulakhrif, dans la commune de Tizi Rached, sont issus des wilayas de Tizi-Ouzou, Alger, Bejaia, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Ghardaia, Blida et Tipasa, a-t-elle fait savoir. Outre les 39 entreprises attendues à ce salon, des directions de wilaya et des organismes publics seront aussi au rendez-vous de l'évènement qui se poursuivra jusqu'au 3 mars prochain et qui est placé sous l'égide du wali de Tizi-Ouzou, Djilali Doumi. La nouveauté de cette deuxième édition placée sous le thème "Pour une construction harmonieuse", par rapport à la première qui a eu lieu en mars 2023, est la mise en avant de

l'innovation et de l'exploitation des nouvelles technologies dans le domaine du bâtiment, de la construction et des travaux publics, a-t-elle dit. Outre l'exposition, des communications sont aussi au programme du Salon à raison d'une conférence et

une table ronde par jour et seront animées par des enseignants de l'université Mouloud Mammeri, partenaire de l'évènement, a souligné Mme Benhamou. La première édition du Salon, organisée en mars 2023, avait réuni 32 exposants, des entre-

prises et institutions publiques, représentant cinq wilayas, Alger, Bordj-Bou-Arreidj, Boumerdes, Bouira et Tizi-Ouzou, rappelle-t-on.

R. E.

Mercuriale

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 28 فبراير 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date : 28 février 2024

Produits		Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg	معدل	الحد الأدنى	الحد الأعلى	المنتجات
			Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	61	68	55	71	البطاطا
	Tomate	83	96	71	109	الطماطم
	Oignon sec	76	82	70	87	البصل الجاف
	Ail sec	504	570	439	583	الثوم الجاف
	Carotte	67	77	58	87	الجزر
	Navet	65	73	56	81	لفت
	Chou-fleur	60	67	53	69	قرنبيط
	Choux	58	66	51	65	قرنبي
	Courgette	98	109	87	120	القوسة
	Haricot vert	364	388	340	416	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	88	98	78	108	الخس
	Pomme locale	450	577	323	680	التفاح المحلي
	Datté	563	698	427	863	التمر
	Orange	138	166	109	203	البرتقال
	Mandarine	173	201	145	245	الماندرين
Produits d'origine animale	Banane	336	349	322	366	الموز
	Vlande bovine locale	1733	1862	1604	1999	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	465	478	452	488	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	23	20	25	البيض (وحدة)
		93	99	88	107	حليب البقر (لتر)

La nouvelle donne gazière mondiale et l’Algérie

4^e partie et fin

Sadek BOUSSENA(*)

- En 2050, les exportations américaines de GNL pourraient être inférieures de 40 % dans un scénario de prix bas (156 Gm3/an) par rapport au scénario de référence (270 Gm3/an). Elles grimperaient entre 400 Gm3 et 500Gm3 dans les scénarios favorables. On relève ici l’importance déterminante du niveau des prix pour le futur des exportations américaines de GNL.
- Les Américains estiment qu’avec 40 % des réserves prouvées mondiales, dans le scénario de bas prix du pétrole, le Moyen-Orient, avec ses coûts plus faibles, deviendrait une source de production incontournable.
- La sécurité des approvisionnements et la lutte contre les émissions de CO2 continueront de peser sur les politiques énergétiques des Européens, mais la demande en gaz de cette région croîtrait de 12 % d’ici à 2050 selon les scénarios, à l’exception de ceux basés sur une croissance économique faible. Une prévision qui va à l’encontre du projet européen.
- Dans son scénario de référence, l’Europe continuerait à importer plus de gaz naturel.
- L’Asie continuerait à importer encore plus de gaz naturel. La Chine qui importait 226,5 Gm3 en 2022 passerait à 396 Gm3 en 2050 et même 821 Gm3 en cas de croissance économique élevée.

6. L’avenir du gaz de schiste américain sera déterminant pour le marché international.
L’Agence internationale de l’énergie (AIE) estime que le gaz de schiste jouera un rôle très important. Englobant dans ses scénarios du gaz de schiste produit hors des Etats-Unis, sa part pourrait atteindre 30 % de la production mondiale. Rappelons que l’avenir de la production du gaz de schiste américain sera l’un des facteurs déterminants du futur marché international, car c’est cette production qui alimentera ses exportations de GNL et donc le poids des Américains sur le marché international.
Quel est l’avenir du gaz de schiste américain ? C’est une question d’importance stratégique dont dépend la configuration du futur marché gazier international. L’Administration américaine, première concernée par le sujet, maintient un scénario de référence (2023), sur un projet de croissance de la production de gaz naturel de l’ordre de 15 % d’ici à 2050. Devant cet optimisme, certains analystes mettent quelques bémols. Le premier concerne l’importance des ressources physiquement récupérables, avec comme corollaire une déplétion possiblement plus rapide que prévue. Le deuxième est lié au prix, donc à la rentabilité de cette production. Enfin, le troisième est relatif aux ambiguïtés et aux hésitations des autorités américaines à propos de la politique climatique. L’expérience américaine est-elle exportable ? La publication par l’EIA (DOE) en 2015 d’une étude affichant l’existence de substantielles potentialités de gaz non conventionnels à travers le monde avait suscité un engouement dans les régions supposées en disposer largement. L’enthousiasme a diminué depuis, car des évaluations plus récentes n’ont pas confirmé ce potentiel. Pour certaines régions, elles le remettent carrément en cause. Ensuite, le savoir-faire nécessaire à leur développement n’est pas encore maîtrisé en dehors des Etats-Unis et la cession de ces technologies est devenue un argument de négociation pour les compagnies américaines. Enfin, l’exploitation des schistes, source d’importantes émissions de CO2 et autres pollutions, fait face à une forte opposition écologiste. D’ailleurs, sans des progrès pour rendre moins nuisible leur exploitation, ils pourraient faire l’objet de boycott ou d’interdiction dans beaucoup de pays. Toutes ces contraintes conduisent nombre d’experts à considérer que la production mondiale de gaz de schiste restera, au moins jusqu’en 2035, une production américaine à plus de 80 %.

7. Qui dirigera le marché gazier international ?
La Russie, le Qatar, l’Iran, les Etats-Unis, côté producteurs, la Chine et l’Europe, côté importateurs, seront les principaux acteurs du « jeu ga-

zier » qui se dessine. Mais l’Europe a perdu son influence sur le marché spot du GNL. Ses décisions soudaines, d’abord de diminuer les achats via les gazoducs russes, puis de « sortir » rapidement du gaz introduisent un paradigme nouveau qui lui fera, certainement, perdre son influence sur les prix du marché international. Si, en plus, elle confirme l’interdiction faite à ses compagnies de participer au développement de projets gaziers dans le monde, elle s’exclura d’un business stratégique qui se poursuivra avec ou sans elle. À notre avis, elle est devenue un « preneur de prix » sur le marché international. La Russie a perdu la main sur les prix de ses exportations de gaz. Les Russes ne seront plus en position de leader sur aucun marché. En leur ravissant le marché européen, les Américains ont déplacé la clé de la formation des prix. Elle va devenir, comme les autres exportateurs, un simple « preneur de prix ». La Chine utilisera sa « carte premium » d’acheteur de GNL. Ses importations gazières vont s’élever à un niveau tel qu’elle serait, de facto, l’acheteur/arbitre du marché international. Elle peut aussi utiliser la flexibilité des contrats à long terme et moduler ses importations de GNL spot pour profiter de sa position d’acheteur d’appoint, transformant une dépendance vis-à-vis du marché en un atout à son service. Les Américains veulent peser sur les prix des marchés du GNL. Même si, dans le cadre de sa campagne pour une réélection, le président Biden a annoncé un moratoire pour de nouveaux projets, les autorités américaines continuent d’encourager les exportations pour faire de leur pays le premier exportateur mondial de GNL. Pour cela, il faut que le prix international du GNL soit relativement élevé pour conforter les promoteurs potentiels de GNL à partir du gaz de schiste (un prix au-dessus de 8 à 9 \$/Mbtu.). Qui peut donner une telle garantie ? Peut-on présumer que le gouvernement américain agisse dans ce sens ? Pourquoi pas. On sait, d’expérience, que lorsqu’il s’agit du pétrole, il n’hésite pas à intervenir pour orienter les prix dans un sens ou l’autre. À notre avis, les autorités américaines vont favoriser le contrôle de leurs opérateurs sur le marché atlantique du GNL. Or, on l’a vu plus haut, ce marché est appelé à jouer un rôle directeur sur les prix d’équilibre. Les autres exportateurs (dont l’Algérie) auront intérêt à suivre le prix du GNL américain. Le marché du gaz est « acheteur », ses exportateurs ne peuvent pas agir comme le fait l’OPEP+ pour défendre les prix en jouant sur l’offre. Chaque exportateur essaye de garantir ses débouchés via des contrats à long terme dans un marché international où la compétition sera vive, surtout si la demande ne croît pas. Ils auront donc tendance à se comporter en « preneurs de prix » en s’alignant sur les prix des Américains.

8. L’Algérie peut-elle exporter plus de gaz naturel ?
Selon les publications, les réserves conventionnelles restantes de l’Algérie sont estimées à 2 300 Gm3 (4 700 Gm3 avec les réserves possibles) plus importantes que celles de la Norvège, aujourd’hui premier fournisseur de l’Union européenne. L’Algérie est déjà le plus gros producteur et exportateur de gaz naturel de l’Afrique et de la Méditerranée. Elle se classe à la sixième place au niveau mondial avec, en 2021, une production commercialisée de 102,8 Gm3/an et des exportations de 54 Gm3/an dont 80 % destinées à l’Europe.
● Elle dispose d’une infrastructure variée avec des gazoducs vers l’Europe (52 Gm3) et une capacité de GNL (29 Gm3), ce qui lui donne une capacité potentielle d’exportation de près de 80 Gm3/an soit une trentaine de milliards de plus que ce qu’elle vend actuellement. Enfin, si la production venait réellement à s’enlever, elle a la possibilité de reprendre son projet de gazoduc via la Sardaigne.
● Elle est en bonne position du fait de sa proximité de ses marchés et ses coûts moindres sont très concurrentiels (avantage de produire un gaz naturel à fort contenu de liquides : condensats, butane et propane).
● Sous certaines conditions, elle pourrait ex-

traire plus de gaz de certains de ses gisements existants.
● Elle pourrait mieux valoriser ses capacités de liquéfaction (aujourd’hui 19 Gm3 /an exportés pour une capacité de 29 Gm3/an).
● Réduire le torchage d’importants volumes de gaz, cause d’émissions de méthane. Du gaz qui pourrait être exporté ou consommé localement.
● Freiner la croissance de la consommation intérieure de gaz en appliquant une tarification plus adaptée aux économies d’énergie et lui substituer de l’énergie solaire voire du nucléaire (SMR ?) pour dégager plus de quantités à l’exportation si nécessaire.
● Lancer, enfin, le développement de la pétrochimie. Pour ce vecteur également, la proximité avec l’Europe offre des opportunités qui vont au-delà de la « fin » du gaz en tant qu’énergie. Où se trouvent les blocages ? Prix de cession du gaz local/prix international ?
● Au-delà de ces actions ciblées, la contribution la plus importante à des exportations supplémentaires reste celle d’une augmentation substantielle de l’amont en développant de nouvelles zones de production. Impliquant éventuellement les réserves de gaz des schistes. L’Algérie et son gaz de schiste. Quel est le projet de l’Algérie en matière de gaz de schiste dont, selon certaines estimations (y compris celles de l’agence de régulation, ALNAFT), elle posséderait de substantielles réserves. Souhaite-t-elle les développer ? A-t-elle les moyens ? Quels sont les risques écologiques locaux ? Sonatrach peut-elle trouver des partenaires compétents ? Quels sont les risques en termes de prix, de rentabilité et de contrainte climatique internationale ? Malgré les débats et les controverses sur le sujet en 2014, la Sonatrach affichait encore en 2019, un objectif de production de 30 Gm3 de gaz de schiste dès 2030. Jusqu’à preuve du contraire, le développement des gaz de schiste semble demeurer l’un des vecteurs basiques de sa stratégie gazière. Le projet n’est pas, toutefois, sans contraintes :
● D’abord, il faut confirmer les ressources exploitables à des conditions techniques et écologiques acceptables. ALNAFT et Sonatrach semblent poursuivre un programme dans ce sens, mais cela demande du temps et des moyens.
● Ensuite, et à mon avis, ce sera décisif, il faut s’assurer qu’un développement en grand (au-delà de quelques projets) soit compatible avec les perspectives mondiales d’offre, de demande, de lutte contre les émissions de CO2, d’environnement local et surtout du prix du gaz naturel sur le marché mondial.
● Enfin, s’assurer d’une participation conséquente (jusqu’à quel point ?) de compagnies étrangères compétentes dans ce domaine (surtout américaines ?). Comment interpréter la lenteur des partenaires potentiels à s’engager concrètement ? Y compris avec des compagnies de pays amis (Chine ?) pour des produits pétrochimiques malgré notre proximité du marché européen ? Attendent-ils uniquement les confirmations géologiques ? Des concessions supplémentaires sur le plan législatif, réglementaire ou fiscal ? D’autres conditions ? La contrainte climatique et le gaz algérien. En 2015, l’Algérie avait élaboré une Contribution Nationale à la lutte contre les émissions de CO2 conformément à ses engagements lors de la COP 21. Elle doit l’actualiser et fixer un horizon pour atteindre la neutralité carbone. Cela suppose des propositions précises de sa part, à l’instar des autres gros exportateurs d’hydrocarbures. Les dispositions à prendre pour un futur « proche » vont impliquer aussi bien ses exportations que sa consommation nationale. Sa marge de manœuvre sera forcément contrainte, car il faut s’attendre à des pressions croissantes de la part de certains de ses partenaires (UE, ONU, Fonds d’investissement, banques, compagnies, etc.), ce qui pourrait gêner ses projets gaziers. Elle a donc tout intérêt à avancer dans ses programmes de :
● Diminution des fuites de gaz dans les gazoducs, élimination du torchage du gaz lors de la production de pétrole, récupération et l’utilisa-

tion du gaz et des émissions fugitives lors de la production de pétrole et de gaz naturel.
● Relance du programme de captation/séquestration du carbone ou CCS
● De la plantation d’arbres (barrage vert à la lisière du Sahara), etc.
Un débat national sur la stratégie gazière ? La Sonatrach a une riche expérience du marché international auquel elle a, d’ailleurs, contribué depuis son lancement. À plusieurs reprises, la politique énergétique a fait l’objet de discussions, mais, à mon avis, le débat n’était pas suffisamment ouvert. La plupart du temps, il est resté cantonné aux instances officielles. Et surtout, il n’accordait pas suffisamment de place à la situation internationale, alors que s’agissant des hydrocarbures (90 % de nos recettes externes), cela est déterminant. Aujourd’hui, le fameux ratio R/P (réserves sur production, qui reflète la durée de vie des réserves prouvées restantes du gaz naturel) a fortement chuté et l’avenir du marché international est incertain (débouchés et prix), il faut donc nous adapter. Plus qu’auparavant, les analyses exigent de la rigueur et de la lucidité pour en extraire des perspectives réalistes et détecter les opportunités et les risques devant nous. Somme toute, je pense qu’il nous faut élargir les partenariats avec les compagnies étrangères compétentes, y compris celles de grands pays émergents. Le marché international du gaz naturel reste un marché « acheteur », l’influence de l’Algérie y est limitée et la compétition sera rude et multidimensionnelle, mais si l’on veut en bénéficier, il faut s’adapter. Quelle part de paramètres internationaux (dans les divers aspects, y compris géopolitiques) doit-on intégrer dans notre stratégie gazière et énergétique ? Sans avoir à suivre leurs orientations politiques, souvent à l’antipode des nôtres, ne sous-estimons pas l’expérience de certaines monarchies du Golfe qui développent de nouvelles approches. Beaucoup de leurs actions relèvent du gaspillage ou de la recherche de prestige, parfois pour gagner les faveurs des grandes puissances, mais force est de constater que certaines sont remarquables notamment lorsqu’elles concernent les nouvelles énergies et la pétrochimie. Ils modernisent leur secteur pétrolier et gazier et surtout, ils parviennent à attirer des ressources humaines compétentes ... Quelles leçons peut-on retenir de leur pratique ? Beaucoup des thèmes que je viens d’évoquer sont identifiés depuis longtemps. Pourquoi tarde-t-on à les prendre en charge ? Les contraintes sont-elles uniquement liées aux capacités techniques, organisationnelles et financières de Sonatrach ? Faut-il revisiter notre conception du « nationalisme pétrolier » ? Comment expliquer le peu d’engouement des partenaires étrangers, y compris ceux de pays amis ? Est-ce dû à notre lancinante bureaucratie, à l’archaïsme du fonctionnement de notre économie ? A nos positions géopolitiques ? Ces questions ne relèvent pas uniquement d’expressions économiques et techniques. Les bonnes réponses ne peuvent que relèver du débat politique car il faut absolument assoir le plus large consensus autour de mesures et de réformes dont certaines sont certes complexes et difficiles à entreprendre mais urgentes à traiter.

(*) Ancien ministre de l’énergie, chercheur associé à l’université de Grenoble

NOTES

- (14) 137 Shale Formations in 41 Countries outside the US. U.S. Department of Energy, Washington, DC, 2015.
(15) Il s’agit des prévisions du consultant norvégien Rystad Energy. Rapport du Shift Project(2022). Gaz naturel : quels risques pour l’approvisionnement de l’Union européenne.
(16) Elle importe déjà plus de 200 Gm3/an en 2023 avec une prévision (haute) d’environ 400 Gm3/an dès 2030.
(17) S. Boussena, « Les exportateurs de GNL américains, potentiels « faiseurs » de prix ? ». Pétrostratégies, 27 février 2023.
(18) Environ 27 euros/MWh, le prix de septembre 2023. Dans son scénario de référence, l’AIE propose un prix de 10 \$/Mbtu.
(19) Mees, 8 Avril 2022.
(20) Tout en pratiquant des rémunérations scandaleusement réduites pour le personnel non qualifié en provenance notamment de l’Asie du sud.

ORAN

Le centre de thalassothérapie du complexe «Les Andalouses» se renforce par des équipements modernes

Le centre de thalassothérapie du complexe touristique « Les Andalouses » à Oran a été renforcé par des équipements modernes pour développer le tourisme médical, a-t-on appris auprès de cet établissement public de tourisme, qui participe au Salon international du tourisme, des voyages et des transports, de l'équipement de l'hôtellerie et de la restauration, dont les activités se poursuivent, jeudi, à Oran. Ces équipements, acquis récemment dans le cadre de la stratégie adoptée par le complexe hôtelier, tourisme et thermalisme, pour développer le tourisme médical en Algérie, concernent l'analyse précise des composantes du corps pour un bilan physique complet, a indiqué à l'APS, le gestionnaire du centre de thalassothérapie de ce complexe, Haddou Zakaria. Ces appareils, utilisés par les personnes souffrant d'obésité, permettent aux thérapeutes et aux personnes intéressées par les soins de santé de fournir des données précises sur leur état physique et de santé, en mesurant certains éléments, notamment les muscles et le poids et en examinant la masse grasse et la densité osseuse pour avoir une évaluation détaillée de l'état de santé du corps, a ajouté la même source. Ce nouveau service, proposé par le centre de Thalassothérapie, s'ajoute à d'autres soins afin d'offrir des soins de santé complets et qui se complètent, combinant médecine classique et médecine alternative, a-t-on expliqué. A l'occasion du Salon international du tourisme, des voyages et des transports et des équipements d'hôtellerie et de restauration, le complexe touristique « Les Andalouses » a exposé ces nouveaux équipements et organisé des séances au profit des visiteurs souhaitant mesurer les composantes du corps. A souligner que ce centre, qui a ouvert ses portes en 2018, reçoit quotidiennement 40 à 50 clients des quatre coins du pays. A rappeler que plus de 250 exposants nationaux et étrangers participent à la 14ème édition du Salon international du tourisme, des voyages et des transports, des équipements de l'hôtellerie et de restauration.

OUM EL BOUAGHI

Plus de 50 marchés de proximité ouverts pour le Ramadhan

Pas moins de 51 marchés de proximité ont été ouverts en prévision du mois de Ramadhan dans les wilayas de la région de Batna, a indiqué, le directeur régional du commerce et de la promotion des exportations de la région de Batna, Mohamed Serdoune, à l'occasion de l'ouverture officielle de ces marchés.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouverture en compagnie du wali, Aïssa Aïssat de trois marchés de proximité au chef-lieu de wilaya et à Aïn Beïda, le même responsable a assuré que « l'ouverture de tels marchés sera poursuivie », indiquant s'attendre à ce que « leur nombre passe dans les deux prochains jours à 76 marchés ». M. Serdoune a fait état de la programmation de l'ouverture de 22 marchés à Oum El Bouaghi dont 17 déjà fonctionnels et 15 à Batna, considérant que l'ouverture de ces marchés à 15 jours du mois de Ramadhan se veut une de rassurance aux citoyens quant à la disponibilité de toutes les denrées, notamment de base à des prix raisonnables ». Le même responsable a invité les agents du commerce et les opérateurs « à veiller à la stabilité des prix sur ces marchés qui ne doivent aucunement dépasser les prix pratiqués en dehors de ces espaces ». Il a aussi fait état d'un concours pour désigner les trois meilleurs marchés de proximité des wilayas de Batna,

Oum El Bouaghi, Ouled Djellal, Biskra, Constantine, Khenchela et Tébessa et un autre concours pour le choix des cinq meilleurs commerçants sur ces espaces. Dans la wilaya de Mila, 14 marchés de proximité couverts et non-couverts ont été ouverts dans les communes de Mila, Ferdjioua, Grarem Gouga, Zeghaïa, Terrai Bainane, Chelghoum Laïd et Tadjenanent, a déclaré le directeur local du commerce, Abdelouahab Khelfaoui. Il a également assuré que les services de la direction ont mis en place toutes les dispositions avec les opérateurs et partenaires pour « la disponibilité à des prix raisonnables de tous les produits alimentaires, notamment ceux demandés durant le Ramadhan dont l'huile de table, le lait et dérivés, les viandes, les œufs ainsi que les fruits et légumes ». Il a été ainsi convenu avec les commerçants de gros d'assurer l'approvisionnement régulier des détaillants exerçant sur ces marchés de proximité à des prix plus bas pour revendre à des prix raisonnables au consommateur,

a-t-il ajouté. A Souk Ahras, cinq marchés de proximité ont été ouverts à Sedrata, M'daourouche, Merahena et au chef-lieu de wilaya où le wali, Abdelkrim Zinaï a affirmé à l'APS que « ces marchés assureront l'écoulement des divers produits et denrées, notamment les légumes, les fruits, les viandes rouges et blanches, œufs, lait et dérivés et poissons à des prix compétitifs à la portée du pouvoir d'achat du citoyen ». Huit marchés de proximité seront en outre ouverts dans les daïras de Guelma durant le Ramadhan, a déclaré lundi, le wali, Mme Houria Aggoune en marge de l'ouverture du marché couvert Hassan Harcha au centre-ville de Guelma, indiquant que les autres marchés prévus ouvriront avant le début du mois de Ramadhan. Ces marchés seront ainsi répartis sur les chefs-lieux des daïras de Guelma, Héliopolis, Bouchegouf, Oued Zenati, Hammam Debagh et Houari Boumediene en plus du marché de la commune de Belkheïr relevant de la daïra de Guelâat Bousbaâ.

RÉALISATION DE DEUX CENTRES DE TRANSFORMATION ÉLECTRIQUE À CONSTANTINE

Réception avant la fin de l'année

Le Président-Directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé dimanche à Constantine que « deux centres de transformation électrique 60-30 et 60-10 kilovolts seront réceptionnés dans la commune d'El-Khroub avant fin 2024 pour renforcer l'alimentation de la wilaya en cette énergie vitale ». Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite dans la wilaya, M. Adjal a précisé que le premier centre 60-10 KV sera réceptionné au lieudit Ain El Bey près de Guetar El-Aïch et le second 60-30 KV dans la localité d'El-Baâraouia de sorte à assurer à terme l'autosuffisance électrique pour la daïra d'El-Khroub et la circonscription administrative Ali Mendjeli. Selon les explications données sur site, le taux d'avancement des travaux du centre

d'Ain El-Bey mobilisant une enveloppe financière de 750 millions DA a atteint pas moins de 72 % tandis que celui du centre d'El-Baâraouia qui mobilise un investissement de 750 millions DA a atteint 46 %. Lors de son inspection d'autres projets d'électricité en cours, M. Adjal a révélé la réception « avant fin avril prochain » de l'opération d'aménagement d'injecteur électrique 120 méga-voltampères dans la commune de Didouche Mourad dans une opération anticipée pour assurer une couverture électrique continue et de qualité durant l'été 2024, en attendant la réception du transformateur électrique 220-60 kilovolts dans la même collectivité locale. Avec la mise en service de cet injecteur,

le volume d'injection en électricité estimée actuellement à 835 méga-voltampères passera à 955 méga-voltampères, ce qui représente une capacité amplement suffisante pour répondre aux besoins en électricité de la wilaya puisque seuls 40 % en seront consommés. Le P-dg de Sonelgaz a affirmé que Constantine est actuellement une des meilleures wilayas en termes de couverture par les réseaux d'électricité et de gaz avec des taux atteignant 99 % pour l'électricité et 95 % pour le gaz naturel. Il a également ajouté que les zones industrielles et les zones des activités de la wilaya sont alimentées en électricité et 90 % des projets de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique ont été concrétisés, estimant que le groupe So-

nelgaz aura ainsi honoré tous les engagements pris en faveur de cette wilaya au cours de la visite effectuée au mois de mai de l'année passée. Selon le même responsable, les taux de couverture des zones d'ombre de cette wilaya par les deux réseaux d'électricité et de gaz naturel ont atteint respectivement plus de 87 % et plus de 96 %. M. Adjal a rappelé que la wilaya de Constantine a bénéficié de la réalisation de 11 projets essentiellement de postes de transformation électrique 220 60 kilovolts et 60 30 kilovolts pour une enveloppe financière dépassant les 23 milliards DA en vue de « résoudre le problème de coupure du courant électrique et d'assurer un service public de qualité, notamment en été ».

CONSTANTINE

Signature d'une convention de partenariat entre universités et l'antenne locale de l'emploi

Les établissements universitaires de Constantine ont signé lundi une convention de partenariat avec l'antenne locale de l'emploi dans le cadre de l'ouverture de l'université sur son environnement. Cette convention prévoit l'ouverture de clubs de recherche de travail au sein des établissements universitaires de la wilaya à savoir les universités "frères Mentouri", "Abdelhamid Mehri" et "Salah Boubnider", ainsi que l'école nationale polytechniques, l'école nationale supérieure de biotechnologie et l'école supérieure de la comptabilité et des finances, a déclaré le recteur de l'université, Abdelhamid Mehri (Constantine 2),

Pr. Youcef Lakhdar Hamina, en marge de la cérémonie de signature à l'amphithéâtre de la faculté des Nouvelles technologies de l'Information et de la Communication (NTIC). L'objectif essentiel de la convention, a-t-il ajouté, est de "consolider les mesures prises pour le soutien des étudiants à travers ces clubs de recherche et de travail qui permettront de renforcer les chances des diplômés de décrocher un emploi". Ces clubs diffuseront la culture de recherche du travail par l'organisation d'ateliers, portes ouvertes et journées d'information au profit des étudiants qui seront encadrés par des conseillers et ex-

perts de l'antenne locale de l'emploi et des universités, a indiqué Pr. Hamina. De son côté, le directeur de l'antenne locale de l'emploi, Djamel Zerkout, a indiqué que des sessions de formation de 15 jours seront organisées dans le cadre de la convention à l'intention des étudiants pour renforcer leurs compétences de recherche d'emploi selon des programmes d'initiation à la conduite des entretiens professionnels et aux techniques de communication. La création de ces clubs pour la première fois au sein d'universités permettra dans une première étape de former 70 étudiants en 2024, a assuré le même responsable.

SOUS LA PRESSION DES DÉFENSEURS DU CLIMAT

Joe Biden met sur «pause» les nouvelles exportations de gaz

Cette décision est une victoire pour le climat et les communautés de la Côte du Golfe (Texas, Louisiane, Mississippi, Alabama et Floride), mais les militants préviennent toutefois qu'on peut facilement revenir sur une « pause ».

Par MIKE LUDWIG

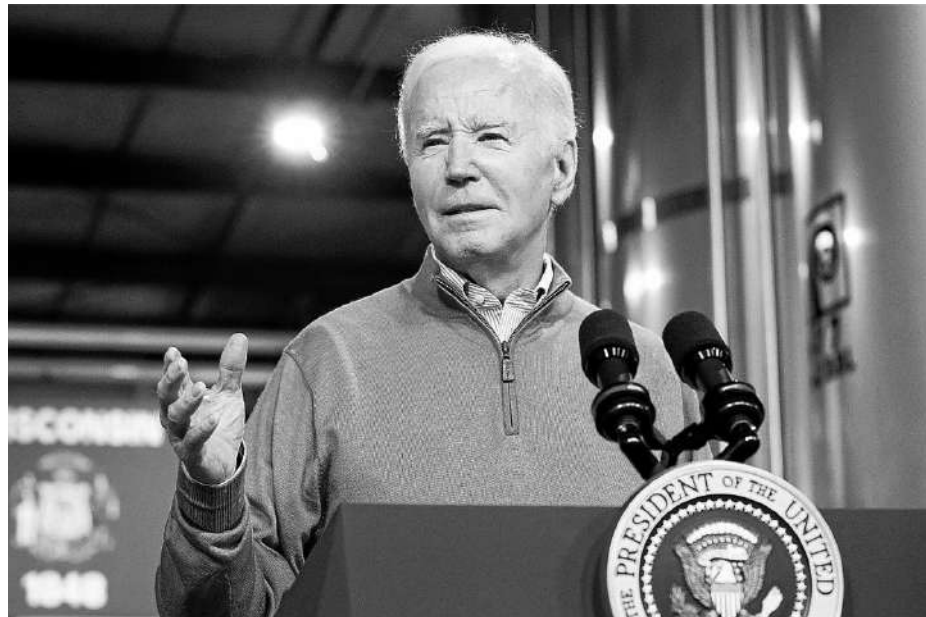
Après avoir subi la pression croissante des défenseurs du climat et des communautés locales de la côte du Golfe du Mexique, l'administration Biden a annoncé vendredi une pause dans les nouvelles autorisations de projets de terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL), que les environnementalistes qualifient de « bombes climatiques » susceptibles de perpétuer la pollution mondiale due aux combustibles fossiles pour plusieurs dizaines d'années. « L'annonce de Biden montre deux choses : D'une part, les marches, les pétitions et l'organisation militante des communautés locales, des jeunes et de leurs alliés fonctionnent », a déclaré Collin Rees, directeur du programme américain d'Oil Change International, dans un communiqué. « Et deuxièmement, Biden craint que son hypocrisie climatique ne lui coûte son élection s'il ne fait pas de réels progrès en ce qui concerne les combustibles fossiles ».

En raison du boom de la fracturation et de la construction frénétique de terminaux d'exportation le long des côtes américaines, les États-Unis sont le premier exportateur mondial de gaz fossile liquéfié, un procédé de production et de distribution mondiale qui laisse échapper dans l'atmosphère des quantités considérables de méthane, responsable du réchauffement climatique, et ce, à pratiquement chaque étape.

Dans un communiqué, la Maison Blanche a déclaré que les États-Unis pouvaient « mettre en pause » les autorisations d'exportation de manière à permettre de moderniser tout le cycle en tenant compte des nouvelles considérations environnementales et économiques, tout en continuant de répondre aux attentes énergétiques des pays alliés en Europe et au-delà.

Au moins 17 projets de terminaux d'exportation attendent l'approbation du ministère de l'énergie de Biden, et cette pause pourrait compliquer les plans de construction du CP2, un énorme terminal d'exportation prévu à Cameron Parish, dans le sud de la Louisiane. Le CP2 permettrait de développer les opérations de traitement et d'exportation à proximité des terminaux existants qui émettent déjà des polluants atmosphériques et perturbent les pêcheries locales en raison du recours à d'immenses méthaniers transportant du gaz.

La semaine dernière, des pêcheurs de Cameron Parish ont utilisé leurs bateaux pour perturber une conférence sur l'énergie à la Nouvelle-Orléans afin de protester contre le CP2 et le développement généralisé du GNL, qui, selon eux, transforme les riches bayous et la région côtière de la



Louisiane en une friche industrielle. Travis Dardar, pêcheur autochtone de Cameron Parish et fondateur de l'association Fishermen Involved in Sustaining our Heritage, a qualifié l'annonce de « victoire » et sa communauté est satisfaite de constater que l'administration Biden « nous écoute enfin ». Toutefois, les militants de terrain veulent mettre un terme définitif à l'expansion des exportations de GNL.

« Une pause peut être remise en question à tout moment, a déclaré Dardar dans un communiqué vendredi. Nous savons par expérience à quel point ces entreprises d'exportation de gaz peuvent être impitoyables. Elles nous ont fait gober ces terminaux d'exportation de gaz, détruisant nos zones de pêche, engorgeant avec leurs énormes méthaniers le chenal que nous utilisons et relâchant constamment des fumées toxiques dans l'air. La suspension des nouveaux permis d'exportation de GNL par le ministère de l'énergie donnera aux régulateurs le temps d'actualiser le processus pour la première fois en cinq ans, ce qui devrait permettre de mieux prendre en compte les impacts climatiques et économiques lorsqu'un terminal GNL est proposé, notamment les coûts répercutés sur les consommateurs nationaux lorsque du gaz bon marché est expédié à l'étranger. L'administration Biden comprend de mieux en mieux le marché mondial du GNL et les « impacts nocifs du méthane pour notre planète », a déclaré la Maison Blanche.

Cette décision pourrait aider Biden à séduire les jeunes électeurs progressistes qui se révoltent contre l'expansion continue des combustibles fossiles et son soutien à la terrifiante guerre d'Israël contre Gaza. Il s'agit également d'un rameau d'olivier en direction des activistes de terrain comme Dardar dans le sud de la Louisiane, ainsi que pour les communautés locales dans l'est du Texas, où l'industrie des combustibles fossiles domine le paysage et où les terminaux GNL existants polluent l'air. Dans ces communautés, la pro-

messe de l'administration de construire de nouvelles infrastructures d'énergie propre est complètement éclipsée par l'expansion de l'industrie du GNL, qui convoite la côte du Golfe comme étant la voie la plus rapide pour envoyer du gaz de fracturation à l'étranger.

« Nous devons également nous prémunir de manière adéquate contre les risques pour la santé de nos communautés, en particulier les communautés locales aux États-Unis qui subissent de façon disproportionnée le fardeau de la pollution en provenance des nouvelles infrastructures d'exportation », a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué qui fait écho au mouvement grandissant contre le GNL.

Tyson Slocum, directeur de l'énergie au sein du groupe de surveillance Public Citizen, a déclaré que les dirigeants des grandes compagnies pétrolières ont poursuivi une politique de « l'Amérique en dernier » en poussant agressivement à l'exportation et en escroquant les consommateurs.

« Le fait de reconsidérer l'impact des exportations de combustibles fossiles sur notre économie et notre climat constitue une étape essentielle dans la protection des ménages américains contre l'impact des exportations de GNL sur l'augmentation des factures énergétiques », a déclaré Slocum dans un communiqué. Cependant, une pause n'a de sens que si elle est durable, selon Wenonah Hauter, directrice exécutive de Food & Water Watch et opposante de longue date de l'industrie pétrolière et gazière. Compte tenu des quantités massives de GNL déjà exportées et des nombreux projets supplémentaires déjà approuvés et en cours de construction, tout nouveau critère d'autorisation permettant la construction de terminaux d'exportation de GNL à l'avenir serait « inutile ».

« Il faut espérer que cette pause marque le début de la fin des exportations de combustibles fossiles en Amérique », a déclaré Hauter dans un communiqué.

Rees a déclaré que « le vent tourne » en défaveur des exportations de GNL, mais des rapports récents d'Oil Change International montrent que la production américaine de pétrole et de gaz continuera à progresser en dépit des politiques d'énergie propre de Biden, telles que les investissements verts financés par la loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act).

« Les exportations américaines de pétrole et de gaz étant en forte hausse, il n'y aura pas de fin en vue si Biden ne bloque pas les nouvelles infrastructures de combustibles fossiles », a déclaré Rees. La plus grande partie des terminaux d'exportation de GNL prévus et existants se trouvent dans des communautés noires, hispaniques et à faibles revenus qui sont déjà confrontées à des risques élevés de cancer et à des risques respiratoires à cause de leur exposition aux polluants.

Les législateurs européens ont été les derniers à rejoindre le chœur des climatologues, des militants de terrain et des pêcheurs de crevettes et d'huîtres du bayou qui mettent en garde Biden contre toute autorisation de nouveaux terminaux d'exportation de GNL.

L'industrie pétrolière et gazière a toujours affirmé que de nouveaux terminaux d'exportation américains étaient nécessaires pour répondre aux besoins de l'Europe en matière d'énergie et de sécurité, mais 60 membres progressistes du Parlement européen, ainsi que des législateurs nationaux d'Irlande, de France, d'Allemagne et de Suède, affirment qu'il s'agit là d'une « mauvaise interprétation ».

« L'Europe ne doit pas servir de prétexte à l'expansion des exportations de GNL qui menacent notre climat commun et ont des conséquences désastreuses sur les communautés américaines », ont-ils déclaré dans une lettre ouverte adressée à la Maison Blanche cette semaine.

Selon cette lettre, le gaz américain a joué un rôle important dans la résolution de la crise énergétique qui a suivi l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mais la demande actuelle en gaz de l'Europe est déjà satisfaite, car les énergies renouvelables sont appelées à se développer. Les infrastructures d'importation européennes existantes sont sous-utilisées, avec une capacité de seulement 60 % en 2023, ce qui indique qu'il n'y a aucun goulot d'étranglement auquel les États-Unis devraient s'attaquer en construisant de nouveaux terminaux d'exportation de GNL sur la côte du golfe du Mexique.

« Si nous voulons que la prochaine génération puisse pêcher dans le sud-ouest de la Louisiane et nourrir l'Amérique, alors Biden et [la secrétaire d'État à l'énergie Jennifer] Granholm doivent rejeter toutes les demandes de terminaux d'exportation de gaz et laisser cette industrie en perdition sombrer au fond de la mer », a déclaré Dardar.

Source : Les-Crises

DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE LA PÊCHE ILLÉGALE

La Tunisie se dote de deux navires de surveillance

En Tunisie, le secteur de la pêche et de l'aquaculture fournit 10 % du PIB agricole. Sa contribution à l'économie du pays et à la sécurité alimentaire est menacée par certains facteurs, dont les pratiques récurrentes de pêches illégales. En Tunisie, Abdelmonem Belati, ministre de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche, a réceptionné, le 26 février, 2 bateaux au port de La Goulette dédiés aux opérations de surveillance de la pêche illégale. D'un coût total de 25 millions de dinars (8 millions \$), ces navires ont été construits dans le cadre d'un don accordé par le Japon à la Tunisie à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA). Ces nouvelles acquisitions devraient permettre à la Direction générale de la pêche et de l'aquaculture de renforcer le contrôle et la surveillance des bateaux de pêche battant pavillon tunisien et de promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques au large des côtes du pays. « Le projet s'inscrit dans la dynamique d'une longue coopération entre les gouvernements du Japon et de la Tunisie et d'une étroite collaboration entre la JICA et le ministère de l'Agriculture, pour le développement de l'industrie de la pêche dans la région », souligne Takeshi Osuga, l'ambassadeur du Japon dans le pays. Dans un rapport publié en 2023, l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GITOC) révèle que la Tunisie est tout aussi vulnérable à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) que ses autres voisins d'Afrique du Nord. Dans le pays, le secteur de la pêche assure des emplois à plus de 100 000 personnes, dont environ 55 000 pêcheurs, d'après les données officielles.

SELON LE PDG DE SAXO BANK DANS LA RÉGION MENA

La croissance économique des EAU devrait dépasser 5,5 % en 2024

Le PDG de Saxo Bank dans la région MENA, Damian Hitchen, a estimé que l'économie des Émirats arabes unis (EAU) continuera de croître en 2024. Cette croissance devrait être supérieure à 5,5 %, principalement grâce aux investissements en technologie et en énergies renouvelables.

Dans ses déclarations à l'Agence de presse des Émirats (WAM), Hitchen a mentionné que l'emplacement stratégique des Émirats arabes unis, leur environnement favorable aux affaires et leurs politiques tournées vers l'avenir attirent les investisseurs et les entreprises du monde entier. Il est optimiste quant aux opportunités de projets et d'investissements aux Émirats arabes unis et au Moyen-Orient dans les années à venir. En outre, Hitchen a souligné le rôle important des Émirats arabes unis sur les marchés financiers mondiaux, avec leurs plans économiques étroitement liés aux tendances mondiales. Il a, également, noté que le pays bénéficie de son emplacement stratégique et de ses infrastructures de premier ordre, offrant diverses opportunités pour les activités commerciales. Damian a expliqué que l'engagement des Émirats arabes unis en faveur de l'innovation et des partenariats mondiaux améliore sa position économique mondiale, soutenant son économie. Il a mentionné que le pays a fait des progrès dans la

diversification de son économie hors du pétrole en investissant dans des secteurs tels que le tourisme, la technologie, les énergies renouvelables et les services financiers. Ces efforts ont réduit la dépendance à l'égard des revenus pétroliers. Il a souligné que les Émirats arabes unis ont réussi à diversifier leur économie en soutenant l'innovation et l'entrepreneuriat, attirant ainsi les investissements étrangers. Des programmes tels que le Golden Visa et les zones franches contribuent à attirer des talents et des entreprises, contribuant ainsi à la diversification économique. La stratégie flexible de diversification économique des Émirats arabes unis les a positionnés comme un acteur clé de l'économie mondiale. Il a évoqué les investissements des Émirats arabes unis dans les innovations technologiques telles que l'intelligence artificielle et la blockchain, créant des opportunités pour les startups et les institutions technologiques. Il a, également, mentionné le rôle des Émirats arabes unis en tant que centre financier majeur, avec la propagation des ser-

vices de technologie financière. Une croissance rapide dans ce secteur a eu lieu à Dubaï et Abou Dhabi. Damian a souligné que les Émirats arabes unis, une destination touristique mondiale clé, continuent d'attirer un nombre record de touristes. Il a mentionné que les projets d'infrastructures et immobiliers attirent également de nombreux investisseurs, tous les secteurs bénéficiant des efforts de diversification économique du pays, de son emplacement stratégique et de son environnement favorable aux entreprises, contribuant ainsi à la croissance économique des Émirats arabes unis. Damian Hitchen s'attend à ce que les économies des États arabes du Golfe continuent de se redresser, l'économie de la région du Golfe Arabique devant croître de 2,5 % en 2023 et de 3,2 % en 2024. Cette croissance est attribuée aux efforts de diversification, à l'augmentation des dépenses publiques et aux projets d'infrastructure qui stimulent la croissance économique dans ces pays.

EGYPTE

La Zone économique du canal de Suez a attiré 4,6 milliards \$ d'investissements durant les 18 derniers mois

Les investissements captés par la zone économique spéciale située près d'une voie maritime par laquelle transite 12 % du commerce mondial proviennent de plusieurs pays dont la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde, la Turquie, l'Allemagne et le Japon. La Zone économique du canal de Suez (SCZone) a attiré des investissements étrangers d'une valeur globale de 4,6 milliards de dollars au cours des 18 derniers mois (août 2022-janvier 2024), selon des données rendues publiques par l'Autorité qui gère cette zone économique spéciale.

« Les investissements ont concerné 90 projets industriels et 7 projets de modernisation et d'extension de ports », a précisé le président de l'Autorité de la Zone économique du canal de Suez, Walid Gamal El-Din (photo), lors d'une visite à Bruxelles. Selon lui, ces investissements proviennent de plusieurs pays dont la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde, la Turquie, l'Allemagne et le Japon. Gamal El-Din a également indiqué que l'Autorité de la Zone économique du canal de Suez a

accordé des approbations finales à 48 projets totalisant des investissements de 991 millions de dollars durant le premier semestre de l'exercice fiscal en cours (1er juillet-31 décembre 2023). 42 autres projets représentant des investissements de 908 millions de dollars ont également obtenu des approbations préliminaires. La Zone économique du canal de Suez, qui a été établie en 2015 après le doublement du canal de Suez, offre aux investisseurs des incitations fiscales (réduction ou la suppression des impôts), des

infrastructures (terrains aménagés, bâtiments d'usine, services publics), un régime douanier spécial (exemption des intrants des droits de douane et de taxes) et des procédures administratives simplifiées par rapport à ce dont ils bénéficieraient normalement dans l'environnement national. Le principal attrait principal de cette zone économique spéciale est sa localisation, sur un axe maritime qui joint trois continents et voit passer chaque année près de 12 % du commerce mondial de marchandises.

MAURITANIE

Le ministère du Pétrole organise un atelier de concertation sur l'hydrogène vert

Le ministère du Pétrole, des Mines et de l'Energie a organisé, mardi à Nouakchott, un atelier de concertation sur l'élaboration du Code de l'hydrogène vert. Cet atelier, de trois jours, vise à enrichir la discussion et le dialogue sur certains aspects de ce domaine. Dans une allocution prononcée à cette occasion, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie, porte-parole du gouvernement, M. Nani Ould Chrougha, a révélé que le gouvernement a lancé plusieurs études parallèles visant à développer la filière, telles que la feuille de route de l'hydrogène bas carbone (accessible au public), le projet cadastral d'hydrogène, l'étude des infrastructures liées à l'hydrogène. A cela s'ajoutent plusieurs mémorandums d'entente et accords-cadres ont été signés pour développer des projets

d'hydrogène vert, dont l'objectif est d'atteindre 88 gigawatts d'énergie renouvelable. Il a ajouté que le gouvernement a souscrit l'expertise nécessaire et entamé de larges consultations avec ses partenaires au développement et le secteur privé dans le but d'élaborer un cadre réglementaire pour l'hydrogène vert, notant que ce processus participatif vise à élaborer le cadre juridique proposé, qui répond, de manière globale, aux défis auxquels le secteur privé est confronté en matière de réalisation des projets, en plus de la protection des investissements face à l'appréhension et à l'incertitude. Ould Chrougha, en outre, souligné que la vision ambitieuse de l'énergie, élaborée en coopération avec les partenaires, vise à faire de la Mauritanie un

futur producteur régional intégré aux énergies propres et aux industries vertes, conformément au programme et aux ambitions de Son Excellence le Président de la République, le Président tournant de l'Union africaine, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. De son côté, la représentante de la Banque mondiale en Mauritanie, Mme Cristina Isabel Santos, a indiqué que le développement responsable du secteur – tout en optimisant le potentiel du pays – sera crucial pour le développement de l'économie mauritanienne et le bien-être de sa population, tout comme il aura un impact positif sur la protection de l'environnement et la sécurité énergétique. La mise en place d'un cadre juridique et institutionnel permettant l'investissement dans le secteur privé a été l'un

des principaux catalyseurs du secteur à ce stade précoce de son développement. Elle a noté que cette consultation incite à l'optimisme quant au fait que le pays est sur la bonne voie pour saisir les opportunités offertes par ce nouveau secteur industriel. L'atelier a été l'occasion de présentations sur la composante hydrogène et de comparaisons sur le plan fiscal. L'ouverture de l'atelier s'est déroulée en présence des ministres de l'Economie et du Développement Durable, de la Transformation Numérique, de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration, de l'Hydraulique et de l'Assainissement, ainsi que du secrétaire général du ministère du Pétrole, au côté de nombre de cadres des secteurs concernés.

HAUSSE DES PRIX DU CACAO

Implications sur la chaîne de valeur mondiale et sur les revenus des planteurs

Le cacao est le produit agricole coté qui connaît le plus de regain d'intérêt en ce début d'année. Avec les cours qui ont atteint des niveaux sans précédent, la fève brune ne laisse pas indifférent, entraînant une frénésie autour des approvisionnements et suscitant un espoir d'amélioration de la rémunération des planteurs. Toutefois, ces records de prix font émerger plusieurs interrogations sur la demande et la consommation des produits chocolatés à court et moyen terme. Explications.

1. Les niveaux record des prix sur le marché
Depuis le début de l'année, le cacao est la matière première agricole qui a le plus performé sur les marchés, gagnant 56,4 %, soit plus de 2300 \$ la tonne en glissement annuel. Après avoir battu au début février, le record de 5379 \$ remontant au 2 juillet 1977, les prix du contrat de référence du cacao pour livraison en mars à l'Intercontinental Exchange à New York ont franchi la barre des 6000 \$ et atteint un plus haut journalier de 6929 \$. Le 26 février dernier, les cours ont clôturé à 6884 \$ la tonne. Il s'agit globalement d'une véritable percée pour l'or brun qui seulement un an plus tôt séchageait à 2668 \$ la tonne. Cet épisode fait aussi presque oublier les niveaux atteints en mars 2011 avec la crise post-électorale entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. L'inquiétude des marchés sur l'acheminement de l'or brun dans le contexte des combats entre les deux camps avait poussé les cours à 3775 \$, le 10 mars, ce qui représentait à l'époque le tarif le plus élevé depuis 32 ans.

2. Quelles en sont les raisons ?
Les causes de la flambée des prix actuels du cacao résident d'abord dans les inquiétudes sur la production mondiale. Selon les estimations du marché, l'actuelle campagne cacaoyère 2023/2024 devrait être encore déficitaire avec 300 000 à 350 000 tonnes de cabosses en moins, ce qui constituerait un 3e épisode consécutif de manque et l'année prochaine pourrait aussi enchaîner un 4e déficit de 135 000 tonnes en 2024/2025. En Côte d'Ivoire et au Ghana qui pèsent pour 60 % de l'offre mondiale, les problèmes se sont accumulés. Aux pluies intenses qui ont touché les plantations sur le 3e trimestre 2023 ont succédé depuis novembre-décembre, des vents de l'harmattan renforcés par le phénomène climatique El Niño, qui ont limité le développement des jeunes pousses. En Côte d'Ivoire, la production devrait ainsi reculer cette année à 1,8 million de tonnes contre 2,3 millions de tonnes. Aux pluies intenses qui ont touché les plantations sur le 3e trimestre 2023 ont succédé depuis novembre-décembre, des vents de l'harmattan renforcés par le phénomène climatique El Niño.

Interrogé par l'Agence Ecofin, Ousmane Attaï, expert du cacao indique que la baisse anticipée de la production est aussi liée à d'autres facteurs comme la politique affichée du Conseil du Café-Cacao (CCC) visant à réduire la production depuis 2017, la contrebande vers le Libéria, le déguerpissement des producteurs dans les réserves de forêts classées dans la perspective de la nouvelle réglementation de l'UE, le vieillissement du verger et le Swollen Shoot.

3. Qui en profite actuellement ?
Actuellement, la hausse des prix du cacao profite essentiellement aux exportateurs qui ont encore un important stock physique de cacao à placer sur le marché mondial et aux négociants actifs sur les contrats à Londres et à New York. Du côté des producteurs, la situation n'est pas homogène. Selon les experts, les pays ayant un système de commercialisation libéralisé tireront le plus profit de cette situation. Avec la flambée des prix, les pays exportateurs pourront engranger plus de recettes à travers leur vente sur le marché. Parmi les pays les mieux positionnés figurent l'Équateur, l'Indonésie, le Nigeria et surtout le Cameroun. Dans ce dernier pays, premier fournisseur d'Afrique centrale, le prix du cacao a déjà subi plusieurs ajustements à la hausse. Les tarifs rapportés entre le 15 et le 19 février 2024 par Investir au Cameroun se situaient entre 3100 et 3300 Fcfa en moyenne dans le Centre et l'Ouest. Cela représente près du triple du tarif appliqué en Côte d'Ivoire et inscrit les planteurs camerounais parmi les mieux rémunérés au monde.

4. Quels impacts sur la transformation et la demande en produits chocolatés ?
La hausse des prix du cacao a suscité depuis l'année dernière de nombreuses inquiétudes du côté des professionnels de la confiserie et des broyeurs de cacao. Sur le dernier trimestre 2023, les dernières données de broyage relayées par l'Icco indiquent que les volumes traités ont reculé respectivement de 2,5 % en Europe, 8,4 % en Asie et 2,9 % en Amérique du Nord. Ce faible repli s'explique selon les analystes par

le recours des transformateurs aux stocks existants de fèves brunes accumulés lorsque les cours étaient plus bas. Les fabricants de chocolat s'appuient en effet sur les marchés futurs pour se protéger du risque de hausse des prix et payent à l'avance du cacao sur 6 à 9 mois. De fait, l'évolution dans les prochains mois des stocks des entreprises de confiserie comptera dans le délai d'ajustement des prix de vente au détail des barres de chocolat à ceux du cacao brut. Quoiqu'il en soit, les observateurs s'accordent sur le fait qu'une augmentation des tarifs du chocolat pourrait être préjudiciable pour la consommation. Quoiqu'il en soit, les observateurs s'accordent sur le fait qu'une augmentation des tarifs du chocolat pourrait être préjudiciable pour la consommation.

5. Jusqu'à quand les tensions pourraient durer sur le marché ?
Selon les observateurs, les tensions sur le marché sont parties pour durer au moins jusqu'à l'arrivée de la nouvelle récolte en octobre prochain. Alors que les prix ne cessent de progresser, jour après jour, certains pronostiquent à court terme, le franchissement de la barre des 7000 \$ dans les prochaines semaines. La persistance du temps sec et des fortes températures dans plusieurs zones de production en Côte d'Ivoire continue d'alimenter les craintes sur l'état de la petite traite qui débutera d'ici avril prochain et sont de nature à entretenir les inquiétudes du marché. S'exprimant à l'Agence Ecofin, Paul Joules, analyste à la Rabobank indique que si par le passé les épisodes de forte hausse ont été suivis par des baisses marquées, les problèmes touchant les filières ouest-africaines sont de nature système systémique, ce qui pourrait soutenir les tarifs. « On pourrait observer des prix élevés du cacao encore sur les 18 à 24 prochains mois. Cependant, la baisse des ventes de chocolat pourrait empêcher les tarifs du cacao brut d'atteindre des niveaux exagérés. La demande pourrait s'effondrer d'autant plus que le pire reste en venir en termes de prix de vente au détail pour les consommateurs », souligne l'analyste.

RDC

Visa contribue à améliorer l'accès aux soins grâce à une carte de santé innovante

Dans une volonté d'améliorer de l'accès aux soins de santé en République Démocratique du Congo (RDC), Visa, leader mondial des solutions de paiement, s'est associé au Ministère de la Santé et à l'Agence Nationale d'Ingénierie Clinique et du Numérique de la Santé (ANICNS), ainsi qu'à UBA RDC, pour lancer un programme innovant à Kinshasa : l'introduction d'une carte de santé munie d'une puce de paiement Visa. Cette technologie permettra aux utilisateurs d'effectuer des paiements de manière sécurisée et efficace. Cette initiative fait suite au lancement officiel, par le président Félix-Antoine Tshisekedi, le 5 septembre 2023, d'un programme gratuit d'accouchements à Kinshasa et s'inscrit dans une démarche plus large de couverture sanitaire universelle, visant à garantir l'accès gratuit aux services d'accouchement et à assurer le suivi des nouveau-nés. La collaboration avec Visa marque ainsi une étape importante dans la matérialisation d'une avancée significative pour la santé maternelle, néonatale, infantile, et adolescente à travers le pays. La zone pilote de Kinshasa représente le début de cette ambition, avec l'objectif d'atteindre 500 000 femmes et d'étendre le programme à 13 autres provinces de la RDC d'ici la fin de l'année 2024. La RDC est confrontée à l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde, estimé entre 500 et 700 décès pour 100 000 naissances. Ce partenariat et l'initiative qu'il engendre visent non seulement à fournir des soins de santé essentiels mais aussi à intégrer des solutions technologiques avancées pour une gestion plus efficace et sécurisée des soins de santé, illustrant l'impact positif que peut avoir sur la santé publique la collaboration entre le secteur public et les entreprises de technologie.

SIERRA LEONE

Fitch Solutions prévoit une accélération de la croissance en 2024 et 2025, à 3% et 4,2% respectivement

La hausse attendue de la croissance économique de la Sierra Leone découlera essentiellement de l'augmentation de la consommation des ménages, qui sera tirée par le reflux de l'inflation et une dépréciation moins forte de la monnaie locale par rapport au billet vert. La croissance du PIB réel de la Sierra Leone devrait atteindre 3% en 2024 et 4,2% en 2025 contre une estimation de 2,1% en 2023, grâce notamment à la hausse de la consommation des ménages

dans un contexte de baisse de l'inflation, a estimé Fitch Solutions Country Risk & Industry Research dans un rapport publié le vendredi 23 février. Le taux d'inflation moyen devrait tomber à 36,2 % en 2024 contre 47,2 % en 2023, soutenue par des effets de base favorables et une baisse des prix des denrées alimentaires sur les marchés internationaux. Dans le même temps, la monnaie sierraléonaise connaîtra cette année une dépréciation moins forte qu'en 2023 par

rapport aux devises fortes. Elle devrait s'affaiblir de 12,7 % par rapport au dollar américain contre 32,5 % en 2023. Cette tendance devrait contribuer à la baisse des prix des importations et soutenir davantage la consommation des ménages. La faiblesse attendue des exportations empêchera cependant une accélération plus marquée de la croissance du PIB réel en 2024. La croissance de la production de minerai de fer, qui représente près de 70% des exportations de la Sierra Leone, ralentira à 5% en 2024, contre

40% en 2023. En outre, l'industrie du diamant, qui a représenté 7,9 % des exportations du pays en 2022, continuera d'enregistrer des résultats médiocres, en raison de la faiblesse persistante de la demande mondiale. Fitch Solutions a souligné par ailleurs que l'accélération prévue de la croissance du PIB réel de la Sierra Leone en 2025 découlera essentiellement d'un plus fort rebond de la consommation des ménages alors que l'inflation reviendra à ses niveaux d'avant la pandémie.

POINT MARCHÉS

L’Europe attendue dispersée avant l’inflation US

Les principales Bourses européennes sont attendues hésitantes à l'ouverture mardi, avant des données d'inflation plus tard dans la semaine et alors que la crise immobilière se poursuit en Chine.

Selon les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien s’afficherait sans variations importantes à l’ouverture. Les contrats à terme sur le FTSE à Londres et le Dax à Francfort ne montrent pas de direction marquée, l’EuroStoxx 50 étant attendu en repli de 0,14%. Les investisseurs se préparent à une nouvelle séance sans événements marquants, alors que la publication de l’inflation PCE aux Etats-Unis jeudi et de l’inflation en zone euro vendredi pourraient forcer les marchés à réviser leurs scénarios d’assouplissement monétaire. Ces scénarios optimistes ont été l’un des principaux facteurs de la hausse des actifs risqués en 2024, et une mauvaise surprise pourrait faire pression sur les valorisations. A ce titre, les commentaires de responsables de politique monétaire se succèdent, la membre du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale Michelle Bowman ayant réitéré mardi que la banque centrale devrait adopter une approche "prudente". En Chine, Country Garden Holdings, le principal promoteur immobilier privé du pays, a fait savoir mercredi qu’il était visé par une requête en liquidation pour non-remboursement d’un prêt de 205 millions de dollars. La requête complique les plans de restructuration de sa dette et les efforts de Pékin

de redonner confiance dans le secteur immobilier, malgré les dernières mesures mises en place.

A WALL STREET
La Bourse de New York a fini en ordre dispersé mardi, avant la publication d’une série d’indicateurs clés, dont les données sur l’inflation américaine, qui pourraient donner des indications sur la date à partir de laquelle la Réserve fédérale (Fed) pourrait commencer ses baisses de taux. L’indice Dow Jones a cédé -0,25%, ou 96,82 points, à 38 972,41 points. Le S&P-500, plus large, a pris 8,65 points, soit 0,17%, à 5.078,18 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 59,05 points (0,37%) à 16 035,30 points.

En Asie
La Bourse de Tokyo a fini en légère baisse mercredi, reprenant son souffle après avoir atteint un niveau record la veille et gagné plus de 9% au cours des trois dernières semaines. L’indice Nikkei a perdu 0,08% à 39.208,03 points et le Topix, plus large, a cédé 0,16% à 2.674,19 points. La société de commerce électronique et de jeux DeNA s’est distinguée par un bond de 24,45%, à la suite de l’annonce d’un nouveau jeu mobile basé sur les cartes à collectionner Pokémon.

Les marchés chinois reculent, inquiets des derniers développements sur le marché immobilier qui pourraient compliquer les efforts de restructuration de dette des groupes du secteur. Le SSE Composite de Shanghai perd 0,47%, le CSI 300 0,18%, l’indice hongkongais Hang Seng 0,91%.

Taux
Les rendements américains reculent en l’absence de nouveaux catalyseurs. Le rendement du Treasury à dix ans recule de 3,1 pb à 4,2835%, tandis que le taux à deux ans cède 3,1 pb à 4,6809%.

Changes
Le dollar néozélandais chute après que la banque centrale locale a maintenu ses taux à leurs niveaux actuels et exclu la possibilité d’une nouvelle hausse de taux.

Le dollar néozélandais recule de 0,96%, le yen se replie de 0,06% à 150,59 yens pour un dollar. Le dollar australien recule de 0,43% à 0,6515 dollar. Le dollar progresse de 0,13% face à un panier de devises de référence , tandis que l’euro décline de 0,15% à 1,0828 dollar, et la livre sterling de 0,2% à 1,2658 dollar.

Pétrole
Le brut recule après les commentaires de responsables de la Fed et alors que les inventaires de brut auraient progressé de 8,43 millions de barils la semaine dernière, selon des sources citant les chiffres de l’American Petroleum Institute. Le Brent se replie de 0,44% à 83,28 dollars le baril, le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) s’effaisse de 0,41% à 78,55 dollars .

CAC 40

À l’équilibre dans les premiers échanges

La Bourse de Paris a clôturé en hausse de 0,23 % mardi, avec un optimisme mesuré avant une série d’indicateurs, dont des chiffres d’inflation aux États-Unis déterminants pour ajuster les anticipations des baisses des taux des banques centrales. Hier, l’indice vedette CAC 40 a avancé de 18,58 points pour atteindre 7 948,40 points. Du côté des valeurs, Bouygues a gagné 8%, Alstom 5,62%, STMicroelectronics 4,05%, Unibail 2,06% et Teleperformance 1,87%, tandis qu’Eurofins a perdu 6,65%, Edenred 4,99%, Schneider Electric 2,14%, Thales 1,37% et Safran 0,69%. Du côté macroéconomique, la journée débutera avec la confiance économique de l’UE à 11h00, suivie plus tard aux États-Unis par le PIB annualisé et les stocks de grossistes aux

États-Unis à 14h30, puis par les stocks de pétrole brut du DOE à 16h30. La Bourse de Paris devrait ouvrir proche de l’équilibre, d’après les contrats à terme. Sur le plan horaire, l’indice reste proche de son plus haut historique et la tendance reste haussière au-dessus de 7911 points. On observe un début de consolidation de l’indice entre les 7911-8000

L’Europe hésite en l’absence d’indicateurs importants

Les marchés européens ont ouvert sans grand changement mercredi, l’actualité des entreprises rythmant les échanges en l’absence d’événements plus importants. À Paris, le CAC 40 se maintient à 7.940,92 points vers 08h35 GMT. Le Dax , le FTSE , et l’in-

dice paneuropéen FTSEurofirst 300 cherchent une direction. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street en baisse, le Dow Jones reculant de 0,22%, contre 0,21% pour le Standard & Poor’s 500 et 0,35% pour le Nasdaq . Quelques résultats d’entreprise font réagir les indices, en particulier en France où Casino et Worldline ont publié leurs derniers résultats. L’indice du sentiment économique en zone euro pour février sera publié à 10h00 GMT, la deuxième estimation du PIB américain au quatrième trimestre étant attendue à 13h30 GMT. Le principal indicateur de la semaine, l’inflation PCE aux États-Unis, est attendu jeudi. Aux valeurs, Casino chute de 15,15% après ses derniers résultats.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 28 Février 2024					
Valeur : 01 Mars 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4964	134.5114
1	EUR	EURO		145.4848	145.5548
1	GBP	POUND STERLING		170.1194	170.1814
100	JPY	JAPANESE YEN		89.1945	89.2222
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6821	18.6845
1	CHF	SWISS FRANC		152.6114	152.7324
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.1642	99.2265
1	DKK	DANISH KRONE		19.5200	19.5238
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9987	13.0028
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7040	12.7083
1	AED	UAE DIRHAM		36.6136	36.6257
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8600	35.8688
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.8184	437.4354
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9332	43.3647
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3685	13.3700
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7535	27.8959
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5412	3.5416
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.6851	178.6851

Wall Street termine divisée comme elle a commencé

L’indice Dow Jones a perdu 0,25% à 38.972,41 points. Le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 0,37% à 16.035,30 points et le S&P 500 a pris 0,17% à 5.078,18 points. La Bourse de New York a clôturé divisée mardi, à l’issue d’une journée sans lustre du côté des indicateurs, en attendant des nouvelles de l’inflation américaine plus tard dans la semaine. L’indice Dow Jones a perdu 0,25% à 38.972,41 points. Le Nasdaq, à dominante technologique, a avancé de 0,37% à 16.035,30 points et le S&P 500 a pris 0,17% à 5.078,18 points.

Mauvaise surprise

Les investisseurs ont digéré un indice de confiance des consommateurs américains décevant, montrant un plongeon inattendu en février. Mesuré par le Conference Board, le moral des ménages s’est

détérioré à 106,7 points (après 110,9 en janvier), au lieu des 115,1 points attendus par les analystes. Une mauvaise surprise. «La baisse de la confiance des consommateurs en février a interrompu une hausse de trois mois, reflétant l’incertitude persistante concernant l’économie américaine», a déclaré Dana Peterson, chef économiste au Conference Board. Autre signe négatif, les commandes de biens durables ont chuté plus qu’attendu aux États-Unis en janvier. Plombées par le secteur des transports, elles ont baissé de 6,1% au lieu d’un recul de 5% prévu. «Les entreprises restent confrontées à des difficultés liées à la hausse des coûts d’emprunt et au resserrement des conditions de crédit. Toutefois, la baisse des taux d’intérêt cette année pourrait soutenir l’activité à terme», a commenté Ru-beela Farooqi, chef économiste pour High Frequency Economics.

Sommet historique

«On a mal démarré la journée» avec des données économiques moins bonnes que prévu, a résumé Jack Ablin, expert de Cresset. «Mais si la séance a été sans éclat pour les grosses capitalisations, elle a finalement été une bonne journée pour les petites valorisations», a-t-il souligné. L’indice Russell 2000 qui rassemble les petites et moyennes entreprises a en effet bondi de 1,42%. Parmi les grandes capitalisations, Amazon a cédé 0,68%, Microsoft a stagné (-0,01%), de même que le fabricant de puces pour l’intelligence artificielle Nvidia (-0,49%), qui plane toujours non loin des 800 dollars le titre, sommet historique atteint la semaine dernière après la publication de ses résultats. Sur le marché obligataire, les rende-

ments se tendaient un peu à 4,30% contre 4,27% vers 21H10 GMT. À la cote, les titres des grands magasins Macy’s ont gagné 3,41%, malgré l’annonce d’un chiffre d’affaires en baisse en 2023 (-5,5%) avec une fonte de 91% de son bénéfice. Les investisseurs semblaient plébisciter l’initiative de la chaîne, qui va fermer 150 magasins dans le pays d’ici à 2026, dont une dizaine dès ce début d’année en raison du «climat macroéconomique incertain».

Prévisions décevantes

Suivant le mouvement, l’enseigne de magasins d’équipements pour la maison Lowe’s a avancé de 1,79%, même si ses ventes au dernier trimestre 2023 ont reculé de 6,2%. Les actions de Zoom ont été très recherchées (+8%, à 68,17 dollars), alors que la société de visio-

conférence a affiché un bénéfice par action meilleur qu’attendu et un chiffre d’affaires trimestriel de 1,15 milliard de dollars, un peu au-dessus des prévisions. Le groupe a aussi annoncé un plan de rachat d’actions pour 1,5 milliard de dollars, ce qui a toujours un effet bénéfique immédiat sur la cotation. Les supermarchés Kroger, à qui la FTC - l’autorité américaine de la concurrence - a refusé lundi d’avaliser un projet de rachat de la chaîne Albertsons pour 25 milliards de dollars, sont remontés de 2,35% après avoir perdu presque 2% lundi. Albertsons a chuté de 3,55%. Le fournisseur de logiciels pour jeux video Unity Software, qui avait déjà annoncé en janvier son plan de supprimer 25% de ses effectifs, soit 1800 emplois, a révélé mardi des prévisions décevantes pour son premier trimestre. Le titre s’est enfoncé de 6,11%.

ECONOMIE MONDIALE

Une réunion du G20 sous le signe de la guerre en Ukraine et à Gaza

Les ministres des Finances doivent se pencher sur l'idée d'utiliser des actifs russes gelés par des pays occidentaux pour financer l'effort de guerre ukrainien et la reconstruction de ce pays.

L'économie mondiale menacée par les conflits en Ukraine et dans la bande de Gaza sera au coeur d'une réunion des ministres des Finances du G20 qui s'ouvre mercredi à Sao Paulo, au Brésil. La guerre en Ukraine devrait être l'un des sujets brûlants dans la mégalopole brésilienne, et notamment les enjeux du soutien financier à Kiev face à l'invasion russe. Seront notamment présents, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, et la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Mais, selon les organisateurs, les grands argentiers de puissances comme la Chine, l'Inde ou la Russie seront absents de ce rendez-vous de deux jours. Il a lieu une semaine après une réunion des ministres des Affaires étrangères à Rio de Janeiro, déjà dominée par l'Ukraine et l'offensive israélienne à Gaza. Fernando Haddad, ministre des Finances du Brésil, pays qui assure la présidence tournante du G20 depuis décembre, ne participera qu'à distance, par visioconférence, car il a été testé positif au Covid-19. Pour le gouvernement du président brésilien de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, l'un des objectifs de la réunion sera d'obtenir des signaux positifs

pour faire avancer la lutte contre la pauvreté et les inégalités, avec dans la ligne de mire une taxation internationale des "super riches" ou l'allègement de la dette des pays pauvres.

Actifs russes pour financer l'effort de guerre

Le changement climatique ou la crise du pouvoir d'achat seront forcément aussi au menu des ministres et des présidents de banques centrales. Mais leur première rencontre de l'année sert surtout à préparer le terrain pour la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement du G20, en novembre à Rio de Janeiro. C'est ce sommet qui permettra de juger si la première puissance d'Amérique latine a réussi à arracher des avancées concrètes. "Il y a un grand nombre de thèmes à débattre, et autant de défis à relever", a reconnu Tatiana Rosito, représentante du gouvernement brésilien chargée de la coordination du conclave de Sao Paulo. "Notre objectif est de donner le ton du dialogue et de chercher le consensus", a-t-elle dit à l'AFP. En marge de la réunion du G20, les ministres de représentants du G7 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni, Etats-Unis, ainsi que l'Union européenne), doivent se retrouver mercredi

matin pour discuter de l'aide à l'Ukraine, deux ans après l'invasion russe. Ils doivent notamment se pencher sur l'idée d'utiliser des actifs russes gelés par des pays occidentaux pour financer l'effort de guerre ukrainien et la reconstruction de ce pays.

397 milliards de dollars

Janet Yellen a appelé mardi à une solution "urgente" pour que cette initiative se concrétise, pendant que Kiev exhorte à un soutien occidental renforcé et espère le déblocage au Congrès américain d'une nouvelle aide financière de 60 milliards de dollars. Le G7 semble se rapprocher de l'annonce d'un accord pour la création d'un fonds pour l'Ukraine en saisissant les intérêts générés par quelque 397 milliards de dollars d'actifs russes gelés, alors que le coût du soutien à Kiev pèse de plus en plus lourd sur les finances des pays alliés. Fondé en 1999, le G20 représente plus de 80% du PIB mondial, les trois quarts des échanges mondiaux et les deux tiers de la population mondiale. Il compte aujourd'hui 21 membres: les 19 premières économies de la planète, ainsi que l'Union européenne et l'Union africaine.

CHINE

Hong Kong supprime des taxes pour relancer un marché immobilier morose

Hong Kong a supprimé trois importantes taxes sur les transactions immobilières pour relancer son marché immobilier déprimé, a déclaré mercredi le ministre des Finances Paul Chan dans son discours sur le budget annuel. Hong Kong a longtemps été l'un des marchés résidentiels les moins abordables au monde, mais les prix de l'immobilier ont reculé en 2023, les prix des logements atteignant leur niveau le plus bas depuis plusieurs années. Paul Chan a déclaré que Hong Kong supprimerait trois types de timbres fiscaux

avec effet immédiat, revenant ainsi sur des mesures introduites il y a plus de dix ans pour freiner la spéculation alimentée en partie par les acheteurs de Chine continentale. «Après un examen prudent de la situation actuelle, nous décidons d'annuler avec effet immédiat» ces mesures de gestion pour l'acheteur «concernant l'achat de propriétés résidentielles», a déclaré Paul Chan. Le marché immobilier se porte mal. Les taxes annulées comprennent les timbres fiscaux imposés aux acheteurs de biens immobiliers qui ne sont

pas des résidents permanents de Hong Kong et à ceux qui achètent une résidence secondaire qui, à un moment donné, ont atteint jusqu'à 15% de la valeur du bien. «Nous considérons que les mesures concernées ne sont plus nécessaires compte tenu des conditions économiques actuelles et de l'état du marché», a ajouté Paul Chan. Le centre financier a affiché en 2023 une croissance de 3,2%, les gains initiaux de la réouverture post-pandémique ayant été tempérés par le ralentissement économique en Chine et des taux d'intérêt élevés.

Selon Paul Chan, le marché résidentiel hongkongais est devenu «très prudent depuis mi-2023, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt et d'un environnement extérieur plein d'incertitudes». «Le marché de l'immobilier non résidentiel est resté très calme», a-t-il nuancé. Hong Kong avait déjà réduit les taxes sur l'achat immobilier en octobre dernier pour tenter de relancer le marché, avec des effets mitigés, selon les analystes du secteur.

CROISSANCE EN ZONE EURO

L'Espagne et le Portugal font la course en tête, l'Allemagne décroche

La zone euro a échappé de peu à la récession en fin d'année 2023 selon Eurostat. Frappés de plein fouet par l'inflation et la hausse des taux, l'Allemagne (-0,3%) et plusieurs pays d'Europe de l'Est peinent à voir le bout du tunnel. À l'inverse, l'Espagne (2,5%) et le Portugal (2,2%) ont profité grandement du retour des touristes.

Le retour des touristes en Espagne a dopé la croissance.

C'est un ouf de soulagement pour les pays de la zone euro. L'économie euro-

péenne a échappé de peu à la récession en 2023. Sur l'ensemble de l'année, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 0,5% conformément à la dernière estimation selon les chiffres publiés par Eurostat ce mercredi 14 février. A la fin de l'année, la croissance a fait du surplace à 0% contre -0,1% au trimestre précédent selon les données corrigées des variations saisonnières (CVS). Et les prévisions de croissance de l'OCDE ne sont pas optimistes avec 0,6% de croissance en 2024. «L'économie européenne a connu de fortes dif-

ficultés. Elle ne croit plus depuis plusieurs mois. C'est un chiffre plutôt faible», a déclaré à La Tribune, Charlotte de Montpellier, économiste chez ING. «Mais au regard de l'ampleur du choc, ce n'est pas si dramatique. Les créations d'emplois restent fortes malgré la stagnation de l'activité», ajoute-t-elle. A l'opposé, aux Etats-Unis, l'économie américaine affiche une santé insolente. Les derniers indicateurs ont surpris la plupart des économistes. La croissance du PIB au T4 a bondi de 3,1% en rythme annualisé contre 2,9% au trimestre précédent. Les créations d'em-

plois ont également réaccélééré. Quant au climat des affaires et à la confiance des ménages, les indicateurs sont au vert. «Il est rare que l'économie US soit aussi proche de ces objectifs qui définissent le double mandat de la Fed. Le scénario d'une rechute en récession à court terme a totalement disparu des radars», a expliqué l'économiste de ODDO BHF Bruno Cavalier dans une récente note. Entre les Etats-Unis et l'Europe, le fossé risque de s'accroître. «Il y a un décrochage extrêmement fort entre la zone euro et les Etats-Unis», alerte Charlotte de Montpellier.

À L'HORIZON 2030
L'émir du qatari
s'engage à
investir 10
milliards d'euros
en France

Lors de sa première visite d'Etat en France, l'émir du Qatar a signé un accord portant sur des engagements d'investissements de 10 milliards d'euros dans l'économie française à l'horizon 2030. L'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani a signé mardi, au premier jour de sa visite d'Etat en France, un accord portant sur des engagements d'investissements qatari à hauteur de 10 milliards d'euros dans l'économie française à l'horizon 2030. "Nous avons signé un plan ambitieux d'investissements de 10 milliards d'euros", a annoncé le président Emmanuel Macron lors de l'échange de toasts avec son hôte, en ouverture du dîner donné en son honneur à l'Elysée. "Ces investissements iront renforcer les partenariats stratégiques entre nos deux pays", a renchéri l'émir. Ils interviendront dans des secteurs tels que la transition énergétique, les semi-conducteurs, l'aérospatial, l'intelligence artificielle, le numérique, la santé et les industries de la culture. Cette première visite d'Etat d'un émir du Qatar depuis 15 ans en France, et la première pour Tamim ben Hamad Al-Thani, parfait francophone, depuis son accession au trône en 2013, est un "immense honneur pour la France", a souligné Emmanuel Macron. "Votre pays est un pays ami de la France, un partenaire fidèle, stratégique, sur lequel elle sait pouvoir compter dans les situations difficiles", a ajouté le président, en rappelant l'agenda commun de "défense et de sécurité" que les deux Etats ont "en train de renforcer" ou celui dans la "lutte contre le terrorisme". Mbappé et Sarkozy en guest-stars L'ex-président Nicolas Sarkozy, ardent artisan du renforcement des liens avec le Qatar durant son mandat (2007-2012), était à la table d'honneur, entre l'épouse du chef de l'Etat, Brigitte Macron, et le président du club de foot parisien PSG, l'homme d'affaires qatari Nasser Al-Khelaifi, membre du premier cercle de l'émir.

Hyundai arrête sa production de compactes sportives N à moteur thermique en Europe

Une nouvelle page se tourne dans le monde de l'automobile sportive et la production des i20 et i30 N à destination de l'Europe s'est arrêtée début février. Mais quels sont les plans de Hyundai pour la suite ? Après que la production du Kona N se soit arrêtée en 2023, c'est au tour des compactes N de disparaître. Ça n'aura pas duré longtemps, mais depuis le lancement de la Hyundai i30 N en 2017, la marque coréenne a su se faire une place de choix dans le monde des compactes sportives. Rappelons que l'i30 N est vendue moins cher (39.299€) qu'une Volkswagen Golf GTI (45.450€) et s'avère, surtout,



plus puissante. La Golf GTI en version 2.0 TSI offre 265 chevaux alors que sa rivale, l'i30 N, monte à 280 chevaux dans sa version 2024. Mais les normes environnementales européennes ont entraîné une chute des ventes des i20 N et i30 N ces dernières années, ce qui a poussé Hyundai à accélérer sa transition écologique pour passer à l'électrique, y compris pour sa gamme sportive. La petite sœur, l'i20 N, n'a fait son apparition qu'encore plus récemment. C'est en 2020 qu'on apercevait notre pilote belge de WRC Thierry Neuville au volant du concept qui deviendra plus tard l'i20 N que l'on connaît aujourd'hui. Armée d'un 1.6 turbo GDI qui développe 204 chevaux, la compacte offrait de très bonnes sensations pour un usage quotidien. Dommage, car avec des résultats prometteurs depuis quelques années en WRC aux mains de Thierry Neuville et en TCR, on aurait pu espérer que Hyundai lutte pour conserver ses modèles actuels de compactes sportives au catalogue.

Quelle est la suite pour le département sportif chez Hyundai ?

N ne s'arrête pas pour autant. Hyundai poursuit sur sa lancée en continuant de chasser des titres en WRC et continue également de créer des voitures. Même si actuellement, seule l'Ioniq 5 N reste disponible, Hyundai a déjà annoncé l'arrivée d'une Ioniq 6 N mais a aussi dévoilé un démentiel concept Ioniq 5 N NPX1, développant 650 chevaux !

AVEC SA MARQUE PREMIUM DENZA QUI ARRIVE EN EUROPE

BYD assure le show à Genève

Le plus gros vendeur de voitures électriques dans le monde n'a pas fini son offensive en Europe et débarque avec une nouvelle marque, premium, et déjà deux modèles.

Si BYD n'est pas encore une marque qui résonne dans la tête des acheteurs européens, peu à peu elle arrive à faire parler d'elle. Il faut dire que celle qui est l'acronyme de « Build Your Dreams », tout un programme, n'est autre que le plus gros vendeur de voitures électriques au monde. Devant Tesla. BYD est un constructeur chinois qui propose déjà chez nous une gamme complète de modèles à batterie, de la citadine Dolphin au SUV 7 places Tang en passant par le SUV compact Atto 3 ou l'anti-Model 3 de Tesla, la berline Seal. Entre autre. Si en France le nouveau bonus 2024 n'est pas franchement favorable aux modèles venus de l'Empire du Milieu, freinant de fait la progression de BYD chez nous, le géant chinois n'en reste pas moins intéressé par le marché européen. Et de profiter du salon de Genève 2024 qui vient d'ouvrir ses portes pour y présenter sa nouvelle marque Denza.

Monospace ou limousine ? Ou les deux ?

En réalité Denza ne date pas d'hier et est née en 2010 de l'association de BYD avec... Mercedes ! Au départ, la co-entreprise tenait sur un partage 50/50. En 2021, la firme allemande a réduit sa part à 10 %. Il n'empêche que Denza se présente comme la marque haut de gamme de BYD. Premium. Mais pas 100 % électrique. En effet, l'un des deux modèles présents au salon de Genève 2024 est le D9, un monospace à 7 places qui est proposé en hybride ou en électrique. Avec son immense calandre, il fait penser au récent Lexus LM qu'il vient concurrencer. Il se positionne aussi face à un Mercedes EQV. Mais c'est surtout à l'intérieur que ce D9 en met plein les yeux : il se rapproche davantage de la limousine que du monospace familial. La configura-



tion de sièges est 2+2+3, avec donc des sièges indépendants au centre. Massage, ventilation indépendante, système audio Dynaudio, réfrigérateur qui peut contenir jusqu'à 6 bouteilles, deux écrans... De quoi voyager confortablement ! En revanche pour le moment, cette présentation à Genève n'est qu'un effet d'annonce de ce qui nous attend car on ne sait rien des spécifications techniques du Denza D9 qui arrivera sur le marché européen, ni pour l'hybride, ni pour l'électrique. Pas plus que les prix.

Un SUV, deux bornes de recharges

Très clairement, le Denza N7, second modèle présent sur le stand au salon de Genève, est davantage taillé pour le marché européen. Il s'agit d'un SUV électrique, 5 places,

de la taille d'un Mercedes EQE. Ou 10 cm de plus qu'un Tesla Model Y. Si Denza mise clairement sur le confort pour son N7 avec une suspension pneumatique nouvelle génération issue de BYD, là encore il ne nous dit pas grand chose de son véhicule. Techniquement en tout cas. Il annonce une autonomie de 570 km mais en cycle NEDC, l'ancien cycle d'homologation qui était plus optimiste que le WLTP. En revanche la bonne nouvelle avec ce Denza N7, c'est la recharge puisqu'il serait capable d'accepter une vitesse de charge de 230 kW, ce qui lui permettrait de récupérer de 30 à 80 % de batterie en 20 minutes. Mais il y a un mais, avec une originalité : pour ça, il faut se brancher à deux bornes simultanément. Sympa pour les autres conducteurs ! L'arrivée du Denza N7 est prévue sur les routes européennes fin 2024.

FORD TRANSIT CONNECT

La première fourgonnette hybride rechargeable

Le nouveau Ford Transit Connect, frère jumeau du Volkswagen Caddy Van, arrive sur le marché avec une proposition originale : une motorisation hybride rechargeable PHEV. À la clé, 110 kilomètres d'autonomie électrique. Le nouveau Ford Transit Connect n'est pas tout à fait une nouveauté : il n'est autre que le Volkswagen Caddy Van rebadgé, en vertu des accords passés entre les deux constructeurs. Du Caddy, le Connect reprend tout : la ligne, les capacités utilitaires et les motorisations Diesel. Mais ce nouveau Transit Connect présente la particularité d'être proposé avec une motorisation hybride rechargeable (PHEV). C'est unique sur le marché des fourgonnettes puisque même Volkswagen ne propose pas cette motorisation sur son Caddy. Le moteur essence de 1,5 litre de cylindrée est jumelé à un moteur électrique, l'ensemble développant une puissance de 150 chevaux et un couple de 350 Nm. Ce Connect est équipé d'une boîte de vitesses automatique à double embrayage à six rapports. L'inté-



rêt principal de cette offre est le rayon d'action : selon le constructeur, le Transit Connect PHEV peut atteindre 110 kilomètres d'autonomie en mode électrique ! La batterie se recharge en courant alternatif via le chargeur embarqué de 11 kW ou en courant continu jusqu'à 50 kW. Trois modes de conduite sont disponibles. Le mode EV Now assure une conduite totalement électrique, le mode EV Auto équilibre l'utilisation du moteur électrique et du moteur thermique en fonction de la conduite, et le mode EV Later fait tourner le moteur thermique pour réserver l'autonomie électrique.

Une originale version Kombi pour 2025

Le Transit Connect a également droit à un classique moteur Diesel, en l'occurrence un 2 litres de 102 ou 122 chevaux. Les deux puissances sont proposées avec une boîte de vitesses manuelle à six rapports, mais le 122 chevaux peut également être associé à une boîte de vitesses automatique à double embrayage. Une transmission intégrale sera également disponible sur ce modèle. Le Transit Connect est proposé en deux longueurs, 4,50 mètres pour le L1 et 4,85 m pour le L2. Sur le premier, le volume utile est

de 3,1 m³ ; il est de 3,7 m³ sur le second. La charge utile atteint 820 kilos en Diesel et 770 kilos en PHEV. La capacité de remorquage est de 1400 kilos en PHEV et 1500 kilos en Diesel. Aux côtés des fourgonnettes classiques, Ford propose, sur les deux emplacements, une version Kombi pouvant accueillir trois personnes sur la banquette arrière. Cette banquette peut se relever et se rabattre vers l'avant, libérant 2,5 m³ de volume utile en L1 et 3,1 m³ en L2. Cette version originale sera lancée début 2025. Côté équipements, trois niveaux de finition sont proposés, Trend, Limited et Active pour le Kombi. Le Transit Connect sera doté de série d'un écran 10" avec la navigation connectée. Il bénéficiera également de multiples aides à la conduite dont, et de série, l'assistance précollision avec freinage d'urgence automatique et avertissement de collision frontale, l'aide au maintien de file ou l'assistance aux intersections. Le nouveau Transit Connect arrivera en concession dans quelques semaines.

LG ALGÉRIE DÉVOILE DES PROMOTIONS EXCLUSIVES POUR LE RAMADAN

Des remises exceptionnelles et une tombola à ne pas manquer !

LG Electronics Algérie dévoile ses offres promotionnelles pour le mois de Ramadan, avec des remises sur une large gamme de produits dans tous ses showrooms.

Des promotions exceptionnelles sur une variété d'équipements électroménagers tels que les réfrigérateurs, les climatiseurs et les lave-vaisselles. Ces offres promotionnelles seront valables jusqu'au 23 mars 2024, offrant ainsi une opportunité unique aux consommateurs de bénéficier de remises pouvant atteindre jusqu'à 20 000 DA. En plus des remises incroyables, LG organise une tombola exclusive. En achetant l'un des produits promotionnels, les clients auront la possibilité de participer à un tirage au sort et de remporter des cadeaux incroyables. Au menu, trois téléviseurs, deux réfrigérateurs, 20 micro-ondes, cinq climatiseurs et une Omra pour deux personnes sont à gagner. Cette promotion concerne trois catégories de produits : Les lave-vaisselles LG, élément incontournable des cuisines algériennes notamment pendant la



période de Ramadan, bénéficient d'une remise allant jusqu'à 8 000 DA. Ces machines offrent une excellente performance de nettoyage pour des résultats impeccables à chaque utilisation, tout en étant économes en eau et en

énergie.
● Lave-vaisselle LG QuadWash™, 14 couverts avec ouverture automatique.
● Lave-vaisselle LG QuadWash™ Vapeur | EasyRack™ | SmartThinQ™ Noir.
● Lave-vaisselle vapeur encas-

table LG QuadWash™, 14 couverts, avec EasyRack™ Plus. LG propose une réduction pouvant aller jusqu'à 20 000 DA sur quatre modèles de réfrigérateurs, très appréciés par les consommateurs algériens.
● Réfrigérateur multi-portes | InstaViewDoor-in-Door™ 458L.
● Réfrigérateur InstaViewDoor-in-Door™ multiportes | 635 L.
● Réfrigérateur Combiné | 468L.
● Réfrigérateur 2 portes | Compresseur linéaire Inverseur | 469L | Noir. Ces réfrigérateurs améliorent la vie quotidienne des familles en répondant à leurs besoins. Les climatiseurs LG ne sont pas en reste, car les modèles Artcool et Dual Cool bénéficient également d'une réduction allant jusqu'à 8 000 DA. Ces modèles sont dotés de hautes technologies afin d'offrir un confort inégalé et ergonomique.

Meta et LG vont travailler ensemble pour créer un rival au casque Apple Vision Pro

Le patron de Meta Mark Zuckerberg veut faire de l'ombre au casque Apple Vision Pro. Et pour cela, il compte sur la collaboration du géant sud-coréen LG. Depuis un mois, quand on pense aux casques de réalité virtuelle, c'est l'Apple Vision Pro qui apparaît en premier dans les têtes du public (même s'il s'agit plus spécifiquement d'un casque de réalité mixte). Une situation que veut contrer le groupe Meta, déjà à l'origine du casque VR Meta Quest 3, et qui souhaite développer un concurrent crédible à ce produit. Pour ce faire, le groupe

américain voudrait bénéficier des compétences de LG.

Mark Zuckerberg arrive en Corée du Sud

C'est une rencontre au sommet qui aura lieu cette semaine en Corée du Sud. D'après des informations du Korea Economic Daily, le patron de Meta Mark Zuckerberg se rendra ce mercredi 28 février dans le pays du matin calme pour y rencontrer le PDG de LG, Cho Joo-wan. Les deux dirigeants devraient ensemble formaliser un partenariat entre leurs entreprises, dont l'objectif est de donner naissance à

un casque de réalité mixte. Ils arriveraient ainsi au bout d'une collaboration imaginée il y a déjà près de six mois pour faire concurrence à Apple.

LG pourrait aider à faire mieux que le Meta Quest

L'objectif des deux géants serait de mettre en commun l'excellence de chacun dans ses domaines respectifs. Meta apporterait ses connaissances en IA et dans le domaine de la réalité mixte alors que LG pourrait développer une partie hardware meilleure que celle présente dans le Meta Quest

3. La firme américaine réfléchit par ailleurs à la possibilité d'adapter le système d'exploitation webOS présent dans les téléviseurs LG à son futur casque. D'après les informations qui ont pour le moment fuité sur la toile, le casque qui sera réalisé par les deux géants devrait voir le jour à l'horizon 2025. Il faudra donc être patient, ce que, il est bon de noter, Mark Zuckerberg n'a pas été, puisqu'il n'a pas pu s'empêcher dès ce mois de février de produire une vidéo dans laquelle il attaquait l'Apple Vision Pro. Les prochaines années devraient être tendues !

Brèves

La CAF oblige à changer de mot de passe

Après une violation de données au début février, la Cnaf (caisse nationale d'allocations familiales) a pris des mesures pour accroître la sécurité des accès aux comptes des allocataires. L'organisme demande ainsi de procéder à compter du 8 mars 2024 au changement de mot de passe qui devient donc obligatoire pour tous les allocataires qui ne l'ont pas encore fait. « Pour rappel, un mot de passe sûr et fiable doit être : différent pour chaque site ; complexe : + de 10 caractères et au moins un chiffre, une minuscule et une majuscule ; impossible à deviner ; modifié régulièrement ; communiqué à personne, pas même à la Caf », prévient la Cnaf. Après avoir d'abord indiqué que seulement 4 comptes avaient été piratés, la Caisse a indiqué le 23 février dernier qu'en fait plusieurs milliers

de comptes allocataires « ont été visités de manières illégitime » et que « les personnes malveillantes ne peuvent pas accéder aux coordonnées bancaires mais pourraient tenter de le modifier ».

Exodigo lève 105 M\$

La start-up israélienne spécialisée dans la cartographie souterraine basée sur l'IA a mené à bien son tour de série A. Ces investissements ont été menés conjointement par Greenfield Partners et par l'investisseur existant Zeev Ventures, avec la participation d'autres existants comme SquarePeg, 10D VC, JIBE et National Grid Partners. En s'appuyant sur différents types de capteurs, sur l'imagerie 3D, sur des simulations cloud et sur une plateforme d'IA propriétaire, Exodigo fusionne des masses entières de données en une seule carte et même très simple à lire, qui permet aux entreprises de vi-

sualiser les risques et les atouts du sous-sol. Exodigo collecte plus d'1,2 téraoctet de données par hectare scanné et fait évoluer ses algorithmes pour identifier et classer de façon plus précise des ressources et des dangers souterrains.

Broadcom suspend la vente de Carbon Black

Hier, la société avait annoncé un accord définitif pour le rachat de l'activité end user computing de VMware pour 4 Md\$. Une autre activité était sous le coup d'une cession, Carbon Black, la branche cybersécurité de VMware. Mais selon Bloomberg, les offres proposées pour le rachat ne satisfont pas Broadcom. Carbon Black est évalué à 1 milliard de dollars et VMware avait acquis cette société pour 2,1 milliards de dollars.

HUAWEI /MWC
BARCELONA 2024

Relancer la croissance de la 5 G et la commercialisation de la 5.5 G

Huawei a tenu aujourd'hui le Sommet 5G Beyond Growth lors du MWC Barcelona 2024. Au cours de cette rencontre, Li Peng, Vice-président Principal de Huawei et Président du département des « Ventes et Services TIC », a exposé les stratégies permettant aux opérateurs de prospérer dans le domaine de la 5 G. Il a également mis en lumière le rôle de la 5.5 G dans la libération du plein potentiel des réseaux, ouvrant ainsi la voie à de nouvelles opportunités de croissance. Monsieur Li a affirmé que la « 5G progresse de manière prometteuse vers le succès commercial ». Le déploiement commercial de la 5 G a été amorcé en 2019, et au cours des cinq dernières années, elle a déjà conquis 1,5 milliard d'utilisateurs à travers le monde. Il a fallu neuf ans à la 4 G pour y parvenir. Actuellement, 20 % des abonnés mobiles dans le monde utilisent la 5 G. Cette base d'utilisateurs représente actuellement 30 % du trafic mobile global et contribue à hauteur de 40 % aux revenus des services mobiles.

Li a déclaré que la 5.5 G sera introduite sur le marché commercial en 2024. À mesure que la 5.5 G, l'intelligence artificielle et le cloud convergent, les opérateurs auront la possibilité de libérer le potentiel de nouvelles applications et capacités. Il a souligné l'importance pour les opérateurs du monde entier de se focaliser sur des réseaux de haute qualité, une monétisation multidimensionnelle, le développement de services émergents et l'intégration de l'IA générative pour saisir ces opportunités.

L'IA générative fera entrer l'industrie mobile dans l'ère de l'intelligence totale

Selon les prévisions de IDC, les expéditions mondiales de téléphones mobiles équipés d'IA devraient atteindre 170 millions d'unités d'ici 2024. Cela représentera 15 % de l'ensemble des expéditions de smartphones. Les téléphones IA de nouvelle génération disposeront de capacités de stockage, d'affichage et d'imagerie plus puissantes. Les applications de AIGC alimentées par ces téléphones devraient engendrer des centaines de milliards de gigaoctets de données, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités pour les opérateurs. Monsieur Li a conclu son allocution lors du sommet en promettant : « En collaboration avec les opérateurs, nous allons libérer tout le potentiel de la 5 G et de la 5.5 G, suscitant ainsi une croissance exceptionnelle ».

Mots fléchés

Collaborer	↓	Élévation au ciel de Jésus	↓	Créé par Pierre de Coubertin	↓	Elle a un joli nez pour Astérix et Panoramix	↓	Poète français (Paul)	Substance à mâcher sud- américaine	↓	Myrtille par exemple	↓	Blessures
Cité phocéenne	↓	Souveraine	↓	Exister	↓		↓		Trou d'un fromage	↓	Volcan sicilien	↓	
	↓		↓		↓		↓		Bavions de rage	↓		↓	
Endroit d'une page	→					Fille d'Agamemnon	→						
Passage salé	↓												
	↓					Fumés de la viande	→						
	↓					Personnage de la crèche	↓						
Donnés au départ	→					Préfecture des Pyrénées- Atlantiques	→			Époux de Fatima	→		
Balles intouchables	↓												
	↓			Branle-bas	→						Saint normand	→	
	↓			Métal précieux	↓						Ancienne Province	↓	
Amener		Porteur de charges	→			Moteur turbo- diesel	→			Bien mal prononcé	→		
	↓	Lignée	↓			Vieux Tokyo	↓						
	↓		↓					Vieux jeu	→			Science de la vie	
	↓							Elle peut être pie	↓				
Chute de Napoléon	→			Un théâtre à Paris	→					Rubidium	→		Explosif en pain
Port en l'île de Ré	↓			Grande stupidité	↓					Opposé au mode authentique	↓		
	↓		Fille de Cadmos et d'harmonia	→			Grande finesse	→					
	↓						Calcium	↓					
Chanteur français (Christophe)	Pouce tout petit	→			Fils de Zeus	Cuivre	→		Préfecture du Rhône	→			
	Amertumes	↓				Possessif	↓		Id est	↓			
	↓		Salade	→							Petit officier	→	
	↓		Les dossiers de l'écran	↓							Paquet de pognon	↓	
Demande à Dieu	→						Conforme au règlement	→					Irritant
Héroïne de conte	↓						Intolérant	↓					
	↓								Haut perché	→			
	↓								Seigneu- riale	↓			
Pièces de soutien	→					Animal mesuré		Clair- voyance	→				
Indien d'Amérique	↓							Vient de rire	↓				
	↓		Interstice		État du Brésil	→				Il peut se finir par un tie-break	→		
	↓				Néon	↓							
Personne qui mène une vie austère		Fignolages	→									Siamois	
	↓	Peau de vache	↓										
	↓					Académie		Actrice française (Marie-Josée)		Vous épargne le superflu	→		
On peut l'inter- rompre	Adjectif numéral	→			Type de cigarillo	→					Entrée du hall	→	
	Ancien oui	↓			Lac des Pyrénées	↓					Plein de bulles	↓	
	↓			Marque la limite entre l'Europe et l'Asie	→					Sonnerie de clairon	→		
Prière pour l'acte de foi	→					Allongea	→						

PÉTROLE

Le baril de Brent à 82,81 dollars

Les prix du pétrole baissaient, ce mercredi, après de premières données indiquant une accumulation des stocks de brut aux Etats-Unis la semaine dernière, pesant ainsi sur les cours. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en avril, perdait 1,00% à 82,81 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, baissait de 1,17% à 77,95 dollars. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a estimé mardi soir que les stocks de brut avaient grimpé d'environ 8,4 millions de barils la semaine achevée le 23 février, et ceux d'essence avaient diminué de 3,3 millions de barils. Cette « augmentation plus importante que prévu des stocks de pétrole brut américains signalée par l'API » a « refroidi l'enthousiasme » des investisseurs la veille, affirme un analyste.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 29 février 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



INTERNET FIXE ET MOBILE EN ALGÉRIE

Les vitesses de connexion en "forte progression"

Les vitesses de connexion internet fixe et mobile en Algérie ont enregistré une "forte progression" entre janvier 2023 et janvier 2024, selon le rapport "Digital 2024" du cabinet international "Datareportal", spécialisé dans les statistiques relatives à l'usage de l'internet dans le monde. La vitesse moyenne de connexion internet fixe en Algérie était de 12,32 Mégabits par seconde (Mbps) en janvier 2024, contre 11,01 Mbps au cours de la même période de 2023, soit une augmentation de 1,32 Mbps. De même, la vitesse moyenne de connexion mobile via les réseaux cellulaires a atteint les 21,36 Mbps au début de 2024, alors qu'elle était de 11,01 Mbps durant la même période de 2023, soit une croissance de 10,35 Mbps, relève le document. Le rapport fait, en outre, ressortir un total de 50,65 millions de connexions mobiles cellulaires au début l'année en cours, contre 48,53 millions durant la même période de l'année dernière, soit une augmentation de 2,12 millions entre 2023 et 2024. Le nombre d'utilisateurs de médias sociaux en Algérie est passé de 23,95 millions en janvier 2023 à 24,85 millions durant la même période de 2024, soit une augmentation de près d'un (1) million d'utilisateurs. Le taux de pénétration d'internet a atteint, quant à lui, 72,9% en janvier dernier, en évolution par rapport à la même période de 2023, où il était de 70,9%, note le rapport.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé hier une réunion du Gouvernement, consacrée au suivi de l'état d'avancement de l'opération de numérisation de plusieurs secteurs, des projets de décrets exécutifs et une communication sur la relance de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, indique un communiqué des Services du Premier ministre. «Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 28 février 2024, une réunion du Gouvernement consacrée au suivi de l'état d'avancement de l'opération de numérisation de plusieurs secteurs, notamment celui des Finances, tout en veillant à respecter les délais fixés en application des instructions données par Monsieur le Président de la République relatives à la

transformation numérique, appelant à relever les défis de la numérisation de manière coordonnée et intégrée, en mettant l'accent sur une coordination efficace entre les données des secteurs et en assurant la relation opérationnelle entre les différents centres de données en cours de réalisation», lit-on dans le même communiqué. Le Gouvernement a également poursuivi, ajoute la même source, l'examen du projet de décret exécutif fixant les modalités d'exercice du contrôle budgétaire, en application des dispositions de la loi n 23-07 relative aux règles de comptabilité publique et de gestion financière, visant la consécration de la nouvelle approche de contrôle des dépenses et la rationalisation des finances publiques. Un projet de décret exécutif organisant

les activités de stockage et de distribution des produits pétroliers, a été également examiné par le gouvernement. Il vise à mettre en place un nouveau cadre réglementaire régissant ces activités et favoriser l'émergence d'un marché concurrentiel des produits pétroliers et professionnaliser ce secteur clé de notre industrie pétrolière. Le Gouvernement a entendu, en outre, une communication sur la relance de l'Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat, visant à promouvoir la gouvernance de cet important dispositif afin de mieux l'adapter aux exigences économiques consacrées par les réformes globales visant à améliorer le climat des affaires, à libérer l'initiative et à soutenir l'entrepreneuriat, notamment au profit des jeunes porteurs de projets, conclu-t-il.

GROUPE INDUSTRIEL DES CEMENTS D'ALGÉRIE

24 milliards DA de chiffre d'affaires en 2023

Le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica) a réalisé un chiffre d'affaires de 24 milliards de DA en 2023, en maintenant ses performances sur le marché local et international. Le volume de ses exportations a atteint, en 2023, six millions de tonnes de clinker. Ces chiffres ont été révélés par le président-directeur général du Groupe, Rabah Gues-soum, lors de son passage, mercredi, devant la commission des affaires économiques, du développement,

de l'industrie, du commerce et de la planification de l'APN. Le responsable a rappelé que le Groupe industriel des ciments d'Algérie est chargé de produire du ciment, du gravier et du béton prêt à l'emploi, de distribuer des matériaux de construction, d'installer et d'entretenir les équipements de construction, de développer les compétences et d'assurer le support technique. Gues-soum a fait savoir que le Groupe a obtenu un certificat de conformité de l'American Petroleum Insti-

tute pour la production et la commercialisation de ciment pétrolier de classe C, et des certificats de conformité aux normes européennes (CE), lui permettant de s'étendre sur le marché européen. Il a expliqué que le succès obtenu est dû aux efforts déployés par ses ouvriers et cadres, soulignant que le secteur public du ciment a connu une évolution sans précédent. Il est passé de l'importation, à l'autosuffisance et à l'exportation, tout en assurant la qualité du produit et sa diversifi-

cation, alors que parle passé, le marché peinait à satisfaire la demande nationale. Cette performance, selon Gues-soum, a été rendue possible grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics, en vue d'encourager l'investissement dans ce secteur stratégique et aux efforts des travailleurs qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour relever le défi de hisser l'Algérie au rang des pays autosuffisants et exportateurs de ciment.

Synthèse S R

MDN

Saisie de plus de 5 quintaux de kif à la frontière avec le Maroc

Des tentatives d'introduction de plus de 5 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la période du 21 au 27 février, indique un bilan opérationnel publié mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et en conti-

nuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 68 narcotrafiquants, et ont mis en échec des tentatives d'introduction de 5 quintaux et 29 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 127.547 comprimés psycho-

tropes ont été saisis", précise la même source. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et Illizi, des détachements de l'ANP "ont arrêté 153 individus et saisi 43 véhicules, 86 groupes électrogènes, 38 marteaux piqueurs, trois (3) détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illi-cite". De même, "41 autres individus ont été interceptés et un (1) fu-

sil mitrailleur de type FMPK, deux (2) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, 29 fusils de chasse, neuf (9) pistolets automatiques, 66.397 litres de carburants, neuf (9) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation et 18 quintaux de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". Le bilan de l'ANP fait état également de l'arrestation par des détachements de l'ANP de "29 éléments

de soutien aux groupes terroristes" lors d'opérations distinctes à travers le pays. Par ailleurs, les Garde-côtes "ont procédé à la mise en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine de 23 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 621 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national".

PALESTINE

L'Algérie réaffirme son engagement à Genève

L'Algérie a réaffirmé son engagement pour la défense des droits légitimes du peuple palestinien, appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts afin de faire cesser l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, ainsi que les pays donateurs ayant gelé leurs contributions financières auprès de l'Office de secours et de tra-

vau des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine (Unrwa) à revenir sur leur décision, en vue d'atténuer la souffrance du peuple palestinien. «Face à l'incapacité des mécanismes de l'ONU, notamment de son Conseil de sécurité, à mettre fin aux souffrances du peuple palestinien jusqu'à présent, l'Algérie s'engage, en qualité de membre non permanent dudit

conseil, à défendre ses droits légitimes», a indiqué le représentant permanent de l'Algérie auprès du Bureau des Nations unies et des organisations internationales à Genève, Rachid Beladhane, lors d'un événement organisé par la mission permanente de la Palestine à Genève, en marge de la 55ème session du Conseil des droits de l'homme.M. Beladhane a

cité, dans ce cadre, les propos du représentant permanent de l'Algérie à New York: «Ce soir, nous enterrons nos martyrs en Palestine. Demain, l'Algérie reviendra...pour frapper aux portes du Conseil et exiger l'arrêt du bain de sang en Palestine. Nous ne nous arrêterons pas tant que ce Conseil n'aura pas assumé son entière responsabilité».